

هكذا في العالم

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13243 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beauve-Méry Directeur : André Fontaine - JEUDI 27 AOUT 1987

WEEK	SERVICES
Accompagnement	...
Mariage	...
Mort	...
...	...

L'Espagne et sa défense

En conviant à déjeuner, le mardi 25 août, dans sa résidence de Latche, le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, c'est avant tout un représentant de la jeune garde européenne que recevait M. Mitterrand. Il n'y a pas de contentieux entre la France et l'Espagne, et l'Europe a occupé l'essentiel des entretiens. C'est bien le moins entre le président français qui fut le principal artisan de l'élargissement de la Communauté aux pays ibériques et le chef du gouvernement espagnol qui a constamment œuvré, depuis son arrivée au pouvoir en 1982, à ancrer dans l'Europe un pays dont les regards sont tournés traditionnellement vers l'Atlantique et la Méditerranée.

Conçue comme un corollaire de la démocratie, l'entrée dans la CEE fut fêtée dans l'enthousiasme en Espagne, et ce n'est pas la première fois qu'un représentant de ce pays se montre plus européen que bien des Européens, comme le fit mardi M. Gonzalez à Latche. L'élan nouveau, cependant, fut le désir nettement exprimé par M. Gonzalez, et salué par le président Mitterrand, de voir son pays associé à la réflexion actuelle en cours sur les questions de sécurité.

Voilà qui est assez inédit du côté français, où tout ce qui touche à la sécurité de l'Europe reste souvent conçu comme relevant avant tout des relations franco-allemandes.

RFA - du fait qu'elle se trouve « aux premières loges » - étant considérée comme l'incubateur naturel et privilégié en la matière. C'est une approche assez nouvelle aussi pour l'Espagne, restée jusqu'ici, pour des raisons géographiques et historiques, relativement à l'écart des grands débats sur la défense, notamment celui sur les armes nucléaires et y a quelques années, et qui n'abordait le plus souvent la question de sa sécurité que dans une optique hispano-américaine.

La démarche de M. Gonzalez s'adresse aussi à l'opinion espagnole à un moment où Madrid est engagé avec Washington dans une délicate négociation sur les bases américaines en Espagne. Le chef du gouvernement s'est risqué, en mars 1986, à un référendum sur l'OTAN. La cause fut gagnée, ce qui témoignait d'une évolution importante d'un large secteur de l'opinion, qui choisit alors d'obéir à la raison plutôt qu'au cœur. Le vieux ressentiment à l'égard des Etats-Unis pour leur soutien au franquisme et pour leur politique en Amérique latine n'avait pas pour autant disparu. Et le gouvernement socialiste avait dû promettre, au moment du référendum, une réduction de la présence militaire américaine en Espagne, le principal sujet de polémique étant constitué par les soixante-douze F-16 américains basés à Torrejón, à une quinzaine de kilomètres de Madrid. Il est donc fort utile aujourd'hui à M. Gonzalez de pouvoir montrer que les questions de défense ne se traitent pas seulement dans un face-à-face difficile avec les Etats-Unis et que l'adhésion à la CEE a aussi cet avantage-là.

Il fut naturellement abondamment souligné à Latche que cette réflexion européenne ne veut pas dire « découplage », qu'elle doit servir uniquement à renforcer le pilier européen de l'alliance atlantique et qu'elle est œuvre de longue haleine. On n'en est qu'aux « petits pas », tant en matière de fabrication en commun d'armements, que dans des domaines plus nouveaux, comme l'idée de créer une brigade franco-allemande à laquelle le président Mitterrand a convié M. Gonzalez à s'associer. Il n'est pas moins qu'après la rencontre de Latche il est permis d'imaginer le prolongement - ne serait-ce qu'en pensée - de ce qu'il est convenu d'appeler l'axe Paris-Bonn.

(Lire page 4 l'article de CLAUDE TREAN.)

Divergences sur l'interprétation des incidents de Nouméa

Au conseil des ministres, M. Mitterrand et M. Chirac s'opposent sur la Nouvelle-Calédonie

Au conseil des ministres, le mercredi 26 août, le président de la République et le premier ministre se sont opposés sur la Nouvelle-Calédonie. M. Chirac s'est déclaré « choqué par l'ampleur donnée à un événement somme toute banal et par l'exploitation qui en a été faite ». Le premier ministre faisait référence aux polémiques déclenchées après la dispersion,

A la fin du conseil des ministres réuni le mercredi 26 août à l'Élysée, M. François Mitterrand a déclaré à propos de la Nouvelle-Calédonie : « Comment ne pas être très sensible aux images de brutalité qui ont été diffusées, et plus encore à la réalité qu'elles expriment ? Rien de pire que l'enchaînement de la violence. » Le chef de l'Etat a ajouté : « Les individus, les groupes sociaux, les groupes ethniques, prennent part à notre vie nationale, ont droit aux mêmes égards et aux mêmes protections de la loi. Ce que je dis là s'applique particulièrement à la Nouvelle-Calédonie. Chacun doit être rapplé fermement à son devoir. »

samedi à Nouméa, par les forces de l'ordre d'un rassemblement pacifique d'indépendantistes. Le chef de l'Etat, pour sa part, s'est déclaré « très sensible aux images de brutalité » qui ont été diffusées sur cette manifestation. Il a mis en garde contre l'« enchaînement de la violence » et a rappelé « chacun fermement à son devoir ».

Au cours de l'entretien qu'il a, en avant le conseil, avec le premier ministre, M. Mitterrand avait souligné que la situation en Nouvelle-Calédonie soit évoquée. M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, a fait un exposé sur ce sujet à la demande du chef du gouvernement.

Puis M. Chirac a pris lui-même la parole. Selon M. Juppé, porte-parole du gouvernement, il s'est déclaré « choqué par l'ampleur donnée à un événement somme toute banal et par l'exploitation qui en a été faite, d'un côté comme de l'autre ». Après avoir noté que les manifestations organisées par le FNLS se sont soldées par « un échec » et que la

Le chef présumé d'Iparretarrak traqué par les gendarmes


Philippe Bidart, Basque perdu

Un homme, soupçonné d'être le terroriste basque Philippe Bidart, trente-quatre ans, chef présumé de l'organisation dissidente Iparretarrak, a été un gendarme près de Biscarosse (Landes) et en a blessé un second, le mardi 25 août, au cours d'un contrôle routier. Le gendarme blessé aurait reconnu Philippe Bidart qui était accompagné d'une jeune femme avec qui celui-ci a pris la fuite. La voiture à bord de laquelle ils circulaient a été retrouvée. Elle appartenait à une habitante de Saint-Palais (Pyrénées-Atlantiques) comme pour ses sympathies à l'égard des mouvements séparatistes. Le plan « Epervier » a été immédiatement mis en place.

Après le meurtre d'un gendarme, le mardi 25 août à Biscarosse (Landes), est peut-être venu le temps de l'asphyxie pour Iparretarrak (« Ceux du Nord »), ce groupe de clandestins basques français qui croyaient servir, de ce côté-ci des Pyrénées, la cause des séparatistes basques espagnols.

Sans doute n'est-ce pas encore la fin d'une histoire mouvementée, mais en tout cas, déjà, un chant du cygne, un mauvais signe après un été riche en défaites face aux forces de l'ordre. La mort du gendarme Roger Buschmann montre paradoxalement la faiblesse, l'insure de ces terroristes solitaires. Philippe Bidart, s'est bien lui, a tué pour s'échapper, pour poursuivre une « cavale », commencée il y a plusieurs

Angelo RINALDI



Les roses de Pline

roman

GALLIMARD nrf

100 000 personnes attendues à Sceaux

La tornade Madonna

Unique, Madonna fait la « une » ! La France la reçoit, à Sceaux, pour un concert, le samedi 29 août. Nouvelle étape pour une tournée-tornade apparemment dévastatrice.

Qui est cette fille de vingt-huit ans qui emprunte sa blondeur à Mae West, dérobe ses guépiers à Marilyn et vole à Marilyn des rondes trop généreuses pour les seules revues de charme ? Une chanteuse, simplement hyper-donnée ou le plus pur produit fantasmagique de la *fast-culture*, cette grande tresse dont l'arme absolue est le vidéoclip ?

En quatre toutes petites années, vingt-cinq millions d'albums vendus, presque autant de photos et d'entretiens publiés dans la presse mondiale, Madonna Louise Ciccone, qui vit le jour en gris dans la banlieue de Detroit, voit désormais le monde en grand. En grands ans. Dans une de ses vidéos, elle n'hésite pas à appeler Jean-Paul II et Ronald Reagan à la rescousse pour convaincre les adolescents, le socle bétonné de son audience, des méfaits de l'avortement. Chez nous, on dit que c'est le premier ministre, M. Jacques Chirac, influencé par sa fille, qui a demandé à ses amis des Hauts-de-Seine et au maire de

Sceaux de ne rien tenter pour empêcher le concert sous peine de poursuites pour ringardise. Le célèbre parc de Le Notre peut renouer avec les « grandes nuits de Sceaux » arbitrées jadis par la duchesse du Maine.

Plus de cent mille spectateurs sont attendus. Pour les filles, c'est « la » fille ; pour les garçons, l'objet de tous les désirs. Madonna n'est pas un symbole sexuel de plus, elle apparaît en ces temps de frilosité virale à hauts risques le subterfuge de toute une génération. Propre, saine, fraîche, sportive et... mariée, depuis peu, à un jeune comédien talentueux et enragé, Sean Penn.

Madonna avait, à ses débuts, choisi la filiation punk. Dans son look uniquement. Sa musique, elle, s'apparentait déjà aux standards de la variété internationale augmentée de rythmiques disco, c'est le moins, ou new-wave, c'est le plus. Et puis le cinéma s'en est emparé. Elle a perdu quelques kilos, jeté au rebut ses frusques agressives pour les atours de la vierge pure. Elle n'est plus vulgaire, elle est drôle. Elle n'est plus sulfureuse, elle est belle. Du coup, la voilà réconciliée avec un public plus large, égale des enfants, complice des parents.

La mutinerie à la prison de l'île d'Elbe

Mario Tuti et ses complices menacent de tuer leurs otages. PAGE 20

Changements dans la haute administration

A la « pénitentiaire », M. Bonnelle remplace M. Lux. A l'industrie, M. Saglio remplace M. Maisonrouge. PAGE 17

Baisse du chômage en juillet



Le chômage a légèrement baissé, de 0,3 %, en juillet, avec 2 638 100 demandeurs d'emploi en données corrigées. Ce résultat est dû aux mesures de traitement social qui, après avoir beaucoup bénéficié aux jeunes, doivent profiter maintenant aux chômeurs de longue durée.

PAGE 17

L'ENQUÊTE

Burundi : le bras de fer entre l'Eglise et l'Etat. PAGE 6

La religion en URSS

Le Vatican accueille avec prudence les multiples « signaux » en provenance de Moscou. PAGE 5

La lutte contre le SIDA

L'Union soviétique adopte le dépistage obligatoire et des mesures répressives. PAGE 15

Concordances des temps

L'ENA de 1848. PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 20

Le Monde sur minitel

VACANCES : RENTRER... PARTIR

LEMONDE VVF

UX AMATEURS D'...

YOSH II EST DISPONIBLE

ATIONAL COMPUTER

OURNER AUTOUR DU

INTERNATIONAL COMPUTER

PRX DE VENTE A L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 825 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 145 pes.; G.-B., 85 p.; Grèce, 140 dr.; Islande, 85 p.; Italie, 1 700 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 F.; Norvège, 10,80 kr.; Pays-Bas, 2 f.; Portugal, 110 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suède, 11,50 ec.; Suisse, 1,80 F.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

L'ENA de 1848

Michel Debré, qui créa l'ENA en 1945, avait eu un illustre prédécesseur : Hippolyte Carnot, qui fonda, en 1848, une éphémère école d'administration.

par Jean-Noël Jeanneney

D'ANICET LE PORS à Hervé de Charette, la « troisième voie » de l'ENA n'a vécu que le temps d'un soupir. On peut pourtant lui prêter, vite, avant qu'on ne l'oublie, une brève attention encore. Quels que soient les jugements que l'on porte sur les modalités pratiques du système inventé en 1982 et entériné en 1986 (le plupart furent sévères), il répondait à un souci durable, celui d'un réajustement de la haute administration à des candidats passés par d'autres chemins intellectuels et sociaux que leurs camarades. On était allé chercher cette fois-ci du côté du syndicalisme, des responsables d'association et de mutuelle, et de certains sites locaux. Une ambition conjointe était de rendre la fonction publique, parce que plus près des réalités populaires, en dernier ressort plus efficace : cela est explicite dans les déclarations du ministre fondateur (1).

Or cet échec en évoque un autre qui, comme lui, éclaire des aspirations durables, leurs contradictions intimes et les obstacles rencontrés : je pense à la brève histoire de la première école d'administration, celle qu'inventa la II^e République en mars 1848 et qu'au mois d'août 1849 Falloux trucidait. Les mobiles de ses créateurs et les motifs de leur insuccès renvoient tout droit à des questions qui n'ont pas cessé d'entourer l'ENA actuelle depuis sa naissance.

L'École d'administration de 1848 (2) est l'enfant chéri d'Hippolyte Carnot, fils de Lazare, l'« Organisateur de la victoire » et lui-même premier ministre de l'Instruction publique après février. L'idée n'était pas neuve, et Guy Thullier en a restitué la préhistoire (où brille Stendhal, l'auteur d'un curieux projet de « collège des pairs » en 1814-1817). Carnot, le premier, passe aux actes. « L'École d'administration, notre première pensée », note-t-il dans son journal le 26 février 1846 (3). Et il avance à bride abattue : le 27 février, il crée une Haute Commission des études scientifiques et littéraires, présidée par son ami le sous-secrétaire d'Etat Jean Reynaud, qui approuve le projet le 6 mars ; le décret créateur est daté du 8. Celui-ci stipule : « Une école d'administration destinée au recrutement de diverses branches d'administration dépourvues d'écoles spécialisées sera établie sur des bases analogues à celles de l'École polytechnique. » (Carnot est lui-même polytechnicien.) A l'issue d'une scolarité de trois ans, les élèves seront répartis selon leur rang de classement dans les divers ministères.

Le concours de recrutement de la première promotion se tient en mai-juin 1848, avec un grand succès d'affluence. Les épreuves d'admissibilité ont lieu à Paris et dans vingt-deux centres de province : les épreuves d'admission, à Paris, Aix, Amiens, Alger, Angers et Bastia. Parmi huit cent soixante-cinq candidats, le jury sélectionne cent cinquante-deux élèves. Et une deuxième promotion, grosse d'une centaine d'unités, est recrutée en novembre 1848. L'École s'installe dans les locaux vétustes du collège du Plessis (que l'École normale supérieure avait récemment délaissés pour rejoindre la rue d'Ulm).

BIEN vite, hélas ! les tromblons sortent de tous côtés pour faire feu sur l'installation neuve. L'Université déteste cette jeune rivale, les facultés de droit se sentent déposées, et le Collège de France s'enflamme parce que Carnot l'a maladroïtement privé de plusieurs de ses chaires, tout en lui rattachant pour ordre la nouvelle école. Les administrations se sentent bouclevées. La droite de l'Assemblée constituante s'empare contre cette audace révolutionnaire. Soumise à un tel tir de barrage, l'École paraît d'abord tenir bon : les débats parlementaires du second semestre de 1848 la ménagent encore, le ministre Vaublanc, qui a succédé à Carnot en juillet, défendant chaleureusement l'héritage. Et puis les choses se gâtent. L'élection de Louis-Napoléon à la présidence de la

République, à la fin de l'année, est de mauvais augure, et plus encore la nomination de Falloux à l'Instruction publique le 24 décembre : son hostilité à l'égard de l'École est avérée. Il en suspend d'ailleurs les cours en janvier, un grand découragement des élèves. Les désordres que l'incertitude crée dans la vie de l'institution s'en trouvent aggravés. C'est en vain que les membres de l'École adressent en avril une pétition unanime à l'Assemblée constituante pour défendre leur maison. Un mois plus tard, les élections législatives de mai 1849 sont le glas : elles installent le Parti de l'Ordre au pouvoir et scellent du même coup le destin de l'École. Le 9 août 1849, une loi qui stipule dans son article premier : « L'École d'administration est et demeure supprimée » est votée en un tournoir par 370 voix contre 124. Les autres articles prévoient le reclassement des cobayes d'une seule session (qui paraissent d'ailleurs n'avoir pas été trop mal traités). Fin de l'épisode.

La revanche des conservateurs

Pour un regard cavalier, il y a là la simple revanche des conservateurs contre le mouvement et contre cet enfant chéri du bref « état de grâce » qui avait suivi février (en militant ouvertement

VOILA bien ce que redoutent, dès 1848, dans l'administration, « les petits », qui ne sont guère moins opposés à l'école de Carnot que les plus grands seigneurs, et qu'inquiètent l'invasion de jeunes novices aux dépens des surannés valeureux. C'est en vain que la loi qu'a fait voter Vaublanc prévoit que les élèves issus de l'École n'aient aucun monopole, que deux tiers des postes soient laissés à la promotion interne. « Quelle part est faite au peuple ? », demande le 25 mai 1848, la *Réforme administrative*. « Quel fil de crainte leur, est-il le génie de Colbert, pour prendre place dans cette classe de privilégiés de la fortune, dans cette serre chaude où sont élevés ces plantes parasites qu'un ministre (...) appelle les hommes de loisir ? Quelle part est faite à l'élection, droit sans lequel il n'y a point de démocratie possible ? Désormais, on va naitre chef de bureau comme naguère on naitait colonel ou amiral. Oh ! pauvres employés que nous sommes ! Nous avons eu à subir les sinécures de la littérature impériale, les marquis ruinés de la Restauration, les conservateurs de la monarchie de Juillet, suivis de leurs petits... Nous n'avons pas encore prévu l'école des hommes d'Etat et le passe-droit administratif imaginé par le citoyen Carnot. En vérité, quand on lit de pareils projets, on se demande : est-ce bien pour le peuple qu'a été faite la Révolution, et restera-t-il maître de son avenir ? (6) ». Chez ce petit peuple des bureaucrates, on prévoit qu'une solidarité s'établira entre les anciens élèves de l'École (tutoiement à l'appel) et que ce réseau sera hostile à tous ceux qui n'en seront

écrit plus tard le *National*, organe de l'opposition républicaine, devait avoir pour résultat de créer des droits à l'intelligence constatée, à l'Instruction solide, au travail, à la bonne conduite. Or tout droit reconnu au mérite est une chance refusée à la faveur. L'École d'administration était donc une institution profondément républicaine. A ce titre, elle devait déplaire souverainement aux partis réactionnaires. (...) Ils l'ont attaquée de mille manières et, le jour même où ils se sont emparés du pouvoir, on a pu prévoir que [sa] dernière heure avait sonné (8).

Où, mais cette indépendance, cette neutralité si souhaitable est-elle compatible avec la démocratisation qui est le deuxième but que l'on vise ? Il s'agit, « en ouvrant aux capacités la porte des emplois publics, de détrôner le plus absurde des privilèges, celui d'administrer par droit de naissance ou par droit de richesse (9) ». Est visé aussi un autre déséquilibre : celui profitant aux Parisiens par rapport aux provinciaux. On sait quelles critiques l'ENA d'aujourd'hui a essuyées à ce propos (10) (mais Falloux reproche au contraire à l'École de 1848 « d'arracher aux départements les jeunes gens destinés à y rentrer et de commencer leur noviciat par l'isolement des intérêts locaux et des mœurs avec lesquels ils auront plus tard à compter (...) »).

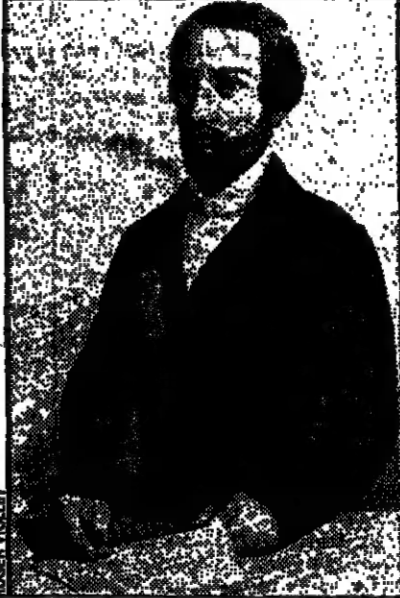
On voit la difficulté : il n'est en rien démontré que démocratiser le recrutement donne une garantie de neutralité, et la droite y voit même la probabilité d'un esprit de parti exactement opposé à



Hippolyte Carnot, fondateur, en 1848, de l'École d'administration.



L'École s'installe dans les locaux du collège du Plessis-Sorbonne délaissés par l'École normale supérieure.



Frédéric-Albert Falloux, qui en 1849, met fin aux activités de l'École.

dans les réunions du quartier Latin pour la candidature républicaine de Cavagnac contre Louis-Napoléon, quelques élèves de l'École ont d'ailleurs contribué à en ébranler l'assise). Mais les choses apparaissent moins simples quand l'attention se porte vers le faisceau des forces qui permirent cette entéection sommaire.

D'abord, on vérifie que toute proposition de réforme profonde des mécanismes d'accès à l'administration se heurte forcément aux situations en place. Comme l'écrit avec réalisme Vincent Wright, historien britannique de cette faille : « La tentance naturelle des gens qui occupent les emplois les plus élevés est de plaider en faveur du système qui leur a permis d'atteindre ces positions. » Les grands corps de l'Etat sont farouchement attachés à assurer eux-mêmes leur propre recrutement selon leurs normes et à leur image. Signe parlant : sous Falloux, l'Assemblée constituante vota le rétablissement de l'auditorat au Conseil d'Etat, le 3 mars 1849, avec un concours de haut niveau. Le rapporteur, Alexandre-François Vivien, explique : « L'auditorat est moins un service public qu'une préparation aux fonctions de l'Etat, un noviciat, un moyen d'occuper plus tard, avec toutes les garanties de l'expérience et de la science, des emplois administratifs, et spécialement ceux de maires des requêtes, de sous-préfet et de préfet (...). Le Conseil d'Etat est la meilleure école de l'administration (4) ». Le projet élaboré par Jean Zay au moment du Front populaire, et qui, lui, échoua avant même d'atteindre au port, se heurta exactement, près d'un siècle plus tard, aux mêmes résistances : il supprimait l'accès direct aux grands corps de l'Etat et s'en attirait l'opposition immédiate (5). Il fallut la brève conjoncture de la Libération, où la gauche sociale s'ammolait avant de se durcir à nouveau, pour que quelques volontés fortes pussent passer outre à de telles hostilités et créer l'ENA. Et encore n'attendit-on pas très longtemps avant que ne réapparût le risque d'autres corporatismes.

pas : c'est retourner l'argumentation de la loi dont l'exposé des motifs parle en termes positifs « d'introduire dans l'ensemble des services une unité d'esprit tout à fait désirable ». La même réaction se retrouve en 1936 contre Jean Zay, à la gauche du Parti socialiste, le secrétaire général de la Fédération des fonctionnaires dénonçant les risques d'un nouveau « mandarinat » : l'un des propos du concours interne de 1945 fut de répondre à cette inquiétude.

La contradiction interne

On est conduit par là jusqu'à cette contradiction intime qui est au cœur de l'ENA, celle qu'évoque implicitement en 1848 Edouard de Laboulaye, historien du droit, qui avait naguère proposé la création, à côté des facultés de droit, des facultés d'administration sur le modèle allemand. Membre de la commission Reynaud, il est un chaud partisan de la nouvelle école : « Il y eut dès le premier jour un accord parfait, écrit-il plus tard. Comme on sentait de toutes parts que la révolution, en donnant au peuple une action énorme, menaçait le gouvernement d'une perpétuelle instabilité et pouvait compromettre la puissance même du pays, on voulait défendre la France contre sa propre mobilité en conservant à l'administration l'indépendance dont elle a besoin, tout en lui donnant l'esprit démocratique (7) ». Les deux finalités ont leurs vertus, mais elles ne sont pas toujours en concordance...

L'INDEPENDANCE ? Alors que Falloux défend le libre arbitre gouvernemental dans le choix des fonctionnaires, Hippolyte Carnot pose comme objectif premier pour son école la lutte contre le « tripatage » dans les nominations. « Sous le régime de l'égalité, explique-t-il, il ne saurait exister d'autre titre aux fonctions publiques que le mérite. Il faut donc que se produise dès l'ouverture de la carrière... l'École,

celui qu'elle avait installé dans la haute administration à son propre avantage. Hippolyte Carnot lui-même ne fit-il pas écho au souhait qu'il avait de former des fonctionnaires républicains pour remplacer les royalistes que la faveur de Louis-Philippe avait promus et que la République voulait écarter ?

L'ES effets de cette tension initiale ne se rencontrent pas seulement au chapitre du recrutement, mais aussi quand on débat du contenu de l'enseignement. Sous l'impulsion de Jean Reynaud, missionnaire comme Hippolyte Carnot, les promoteurs de 1848 choisirent des programmes très généraux. Ils souhaitaient « à côté de l'enseignement professionnel, faire une large part aux études scientifiques et littéraires, qui meublent de l'intelligence et leur donnent de l'ampleur ». Ainsi prévoit-on, à côté de l'économie, des mathématiques et du droit, des cours d'histoire, de géographie, de littérature, d'architecture, de dessin, de comptabilité, de philosophie, de chimie, de physique et d'histoire de l'art et des religions orientales (11). Des journaux de droite brocardèrent : « Aux jeunes gens qui se destinent à devenir administrateurs, on enseigne la religion de Brahme, on lit les préfaces et sous-préfaces aux incursions de Vichou et on leur apprend à lire les *Vidas*, les *Pouranas* et les *Upavedas* » (la *Presse*, 14 novembre 1848).

Le principe d'égalité

L'ENA d'aujourd'hui est soumise à de semblables questions. Et son directeur, Roger Faurox, a dit récemment au *Monde* que, si elle doit être d'abord « une école d'application pour apprendre un métier », cela impose d'autant plus de privilèges parmi les critères du concours la culture générale, notamment l'économie et l'histoire (12). « Pourquoi Zoroastre ? », demande ironiquement

Demain : Stavisky et la radio

caps de départ, et que c'était violer le principe d'égalité d'accès aux emplois publics (15). Je ne tranche pas. Le débat perdure. Il rebondira.

- (1) Interview d'Anicet Le Pors, *le Monde*, 24 juin 1982.
- (2) Je suis redevable aux travaux de Georges Langsdorf, « L'École d'administration française, 1848-1949 », *Annali della Fondazione italiana per lo studio amministrativo*, 1965, p. 487-522 ; de Vincent Wright, « L'École nationale d'administration de 1848-1849 : un échec révolutionnaire », *Revue historique*, 1976, p. 21-42 et de Guy Thullier, *L'ENA avant l'ENA*, Paris, PUF, 1983, 296 p., dont la curiosité s'égarait, comme le titre fardé, à toute la préhistoire de notre actuelle ENA.
- (3) Cité par Michel Grigoriou (not 1), « Une tentative inédite : l'École d'administration de 1848 », *Revue politique et parlementaire*, novembre 1948, p. 265.
- (4) Cité par Vincent Wright, *le Conseil d'Etat sous le Second Empire*, 1972, p. 173.
- (5) Cf. Jean Zay, *Converger et solidifier*, Paris, Juillard, 1945, p. 315-319. (Ce beau livre de pionnier vient d'être heureusement réédité à l'initiative de sa fille, Catherine Zay, et avec une préface d'Antoine Prost).
- (6) Citations dans Guy Thullier, op. cit., p. 89.
- (7) Texte de 1861 cité par Guy Thullier, *ibid.*, p. 84.
- (8) Vincent Wright, art. cit., p. 22 et 32.
- (9) Discours de Carnot en 1838, Georges Langsdorf, art. cit., p. 495.
- (10) Michel Debré les relève vivement dans son introduction éponyme au livre de Marie-Christine Kemler, *L'École nationale d'administration, la politique de la haute fonction publique* (volume Histoire), Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978, p. XXVII, en faisant valoir qu'il y a beaucoup de « faux Parisiens ». Mais cela ne règle pas la question, lui-même admettant qu'après vingt ans de vie de l'École, les vrais Parisiens étaient encore 50 %.
- (11) Cf. Ezra N. Suleiman, *Les Elites et France, grands corps et grandes écoles*, Paris, le Seuil, 1978 ; Marie-Christine Kemler, op. cit., et Jean-François Kemler, *L'ENA, la société, l'Etat*, Paris, Bergs-Lorand, 1985, 584 p.
- (12) *Le Monde*, 16 octobre 1984.
- (13) Les deux citations proviennent de Wright, art. cit., p. 39.
- (14) Déclaration faite dans une conférence de presse à Lyon, *le Monde*, 23 septembre 1982.
- (15) Cf. la réaction de la promotion Solidarité de l'ENA, lors de la visite d'Anicet Le Pors à l'École le 28 septembre 1982, in *le Monde* du 30 septembre, et l'opposition de l'Association des anciens élèves (entraînant un changement de bureau), *le Monde* des 14 octobre 1983 et 15 février 1984.

Le gouvernement une violente offensive

Le gouvernement a lancé une violente offensive contre les syndicats et les associations de salariés. Cette offensive se traduit par une série de mesures qui visent à réduire le pouvoir de négociation des syndicats et à renforcer le rôle de l'Etat dans l'économie. Les syndicats ont réagi avec colère et ont appelé à la grève générale. Le gouvernement a répondu qu'il était déterminé à mener à bien sa politique économique et sociale.

Asie

PHILIPPINES : la hausse des prix des carburants

Grève générale, en dépit des concessions de M. Aquino

Les syndicats philippins ont lancé une grève générale en dépit des concessions de M. Aquino. Les prix des carburants ont augmenté de 20%. Le gouvernement a promis de réduire les prix des carburants, mais les syndicats ont refusé de reprendre le travail. La grève a touché tous les secteurs de l'économie.

CORÉE DU SUD

La tension monte à la mort d'un ouvrier

La tension monte à la mort d'un ouvrier. Les syndicats ont appelé à la grève générale. Le gouvernement a promis de mener des enquêtes et de prendre des mesures pour éviter de tels incidents.

Handwritten text at the bottom of the page.

CHILI

Le gouvernement harcèle les directeurs de journaux. Plusieurs centres universitaires en grève.

SANTIAGO (Chili) - Les directeurs de journaux ont été harcelés par le gouvernement...

NICARAGUA: l'arrêt de la paix

M. Reagan réaffirme son soutien à la cause antisandiniste.

Washington - Le président Reagan a réaffirmé son soutien à la cause antisandiniste...

Le gouvernement chilien a harcelé les directeurs de journaux...

ETUDES EN USA UNIVERSITE

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE: le conflit minier

Les grévistes examinent les propositions patronales.

JOHANNESBURG - Les mineurs ont examiné les propositions patronales...

Tout dépend donc de la réponse que les hommes des puits en grève...

Un lot de consolation - En fait, la chambre des mines...

MICHEL BOLE-RICHARD.

Le chef d'état-major devient ministre de la défense.

Par ailleurs, M. Nkomo abandonne le portefeuille des finances...

Les mineurs noirs vont-ils accepter le lot de consolation? Les com-

MAURICE: la campagne pour les élections du 30 août

«Coeur» contre «Soleil», ou les tentations du «communalisme»

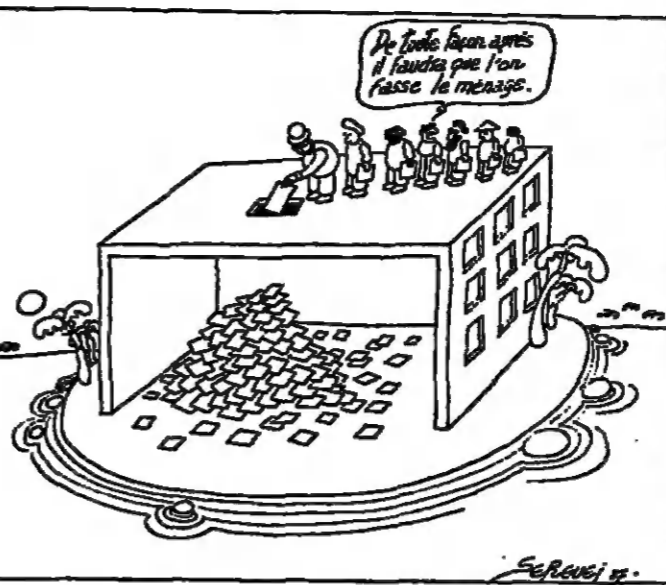
Des élections législatives auront lieu le dimanche 30 août à l'île Maurice...

PORT-LOUIS - de notre envoyé spécial

«Napa mette l'ancien village saucisse» (on ne compte pas au chien la garde des saucisses)...

L'ancienne «île de France» a vécu, depuis lors, en état de surchauffe politique.

Impossible de savoir en faveur de quel camp penchera la balance...



De quelle façon après il faut que l'on fasse le message.

Pas question, donc, pour les états-majors politiques, d'ignorer cette donnée fondamentale...

Le poids des hindous - Se réfèrent à ces considérations communalistes d'autres qui le sont moins...

Les partis politiques sont obligés de prendre en compte cette réalité mauricienne...

ter le particularisme de cette communauté à l'intention de laquelle la télévision a programmé, en plusieurs épisodes, la légende indienne du Ramayana.

Le principal ressort du communalisme hindou est très terre-à-terre: c'est la promesse d'un emploi dans la fonction publique.

Le renouveau religieux, qu'il soit hindou, musulman ou chrétien, a d'autre part, pour effet de renforcer le particularisme des différentes communautés.

Europe

Le Vatican accueille avec prudence les multiples «signaux» en provenance de Moscou

ROME - de notre correspondant

Moscou émet des «signaux» en rafale sur toutes les longueurs d'onde. Le message, reçu avec prudence au Vatican, est toujours le même: «la perestroïka»...

Il y a quelques semaines, le cardinal philippin Sin a pu aller en Lituanie, Mère Teresa, de Calcutta, est à Moscou et ouvrira peut-être en URSS un de ses foyers d'accueil...

L'agence Tass affirme que les catholiques de Vinius ne se sont pas joints aux manifestations «nationalistes»...

Le «signal» potentiellement le plus important réside sur lequel le Vatican garde un silence prudent...

GRÈCE

L'Eglise orthodoxe durcit ses positions face au gouvernement

ATHÈNES - de notre correspondant

La rencontre entre le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou, et l'archevêque de l'Eglise orthodoxe de Grèce, Séraphin...

«A partir de zéro» - Cette stratégie de la tension vise à pousser le gouvernement à une renégociation à partir de zéro.

Quant à l'opinion des citoyens grecs, elle est, selon un sondage très récent, plutôt défavorable à l'Eglise. 71 % des Athéniens désapprouvent «la manière dont l'Eglise s'acquiesce de sa mission»...

Néanmoins, en période de «boom» économique, si tant est qu'il y ait une juste répartition des fruits de la croissance...

Quoi verra «Soleil» (l'ensemble de l'Alliance) et qui verra «Coeur» (l'ensemble de l'Union)?

JACQUES DE BARRIN.

(1) L'île Maurice compte environ un million d'habitants. Pour 52 %, la population est d'origine indienne et de religion hindoue...

Enquête

Burundi : le bras de fer entre l'Eglise et l'Etat

BUJUMBURA
de notre envoyé spécial

ON redoute une Afrique moite, misérable et plaine, anti-vitrine des « pays les moins avancés », selon l'euphémisme onusien désignant les « traînard » du tiers-monde. On trouve dès l'aéroport — grain de café géant, symbolisant la principale richesse nationale — un pays vert et aéré, aimable et soigné, pauvre mais pas misérable.

Les statistiques le confirment : enfin une nation quasiment sans chômage et qui produit pratiquement toute sa nourriture ! Ce n'est pas tous les jours qu'on rencontre en Afrique une situation aussi enviable : une société agricole à 95 % et dont l'équilibre ne sera menacé que si elle ne parvient pas à modérer sa croissance naturelle (2,65 % par an).

La capitale, agréablement allongée au bord du lac Tanganyika, aurait sans doute plu à Alphonse

national du Parti (unique) de l'unité et du progrès national (UPRONA). Les quinze gouvernements étaient, dit-on, tutsis ; moins d'un tiers des trois mille étudiants de l'université du Burundi étaient hutus, la plupart des officiers de l'armée tutsis et, sur les sept évêques catholiques, il n'y avait que deux hutus.

Malgré la « tutsification » de l'épiscopat — et c'est là la seconde grande différence avec le Rwanda, où l'Eglise et l'Etat vivent sans s'en plaindre étroitement enlacés (le Monde du 14 janvier 1985) — les rapports entre le gouvernement et les catholiques (approximativement 65 % de la population, Hutus et Tutsis mêlés) sont au Burundi exécrables.

En juin, le pouvoir a interdit la célébration de la messe dans les églises en dehors du samedi soir et du dimanche. Le reste du temps, les lieux de culte chrétiens — le pays compte aussi environ 10 %

d'entre eux avaient coutume, après le travail, d'assister à l'office, qui est, comme dans l'ancienne France ou en Egypte copte actuelle, tout autant rencontre sociale et plaisir esthétique qu'occasion de prière.

L'Eglise catholique burundaise est servie par un millier de religieux nationaux : environ cent cinquante prêtres diocésains (dont douze ordonnés en 1987) et quelque huit cents membres du clergé régulier, presque tous des femmes, à l'exception d'une quarantaine d'hommes. C'est relativement peu pour plus de 3 millions de fidèles à la foi exigeante et habitués à une forte présence sociale des gens de religion. Aussi, le demi-millier de missionnaires européens installés dans le pays jusqu'à ces dernières années étaient-ils bien accueillis par les catholiques ; mais, à coup d'expulsions ou de refus de renouvellement des permis de séjour, leur nombre est tombé au niveau de la cinquantaine.

de religion dans les collèges techniques. « Evidemment, énoncé ainsi, ça risque de faire croire que le Burundi discrimine les chrétiens. Or notre gouvernement applique simplement la Constitution de 1981, qui prévoit que nous formions une « République laïque », proteste avec un air de sincérité M. Isidore Hakizimana, jenne enseignant tutsi, ministre de l'éducation depuis 1982 et qui ne rend pas sa formation au petit séminaire.

Le ministre poursuit, non sans avoir offert de grands verres de maracouja, nom burundais du fruit de la passion : « 60 % de nos enfants sont scolarisés, contre 28 % il y a cinq ans. Vingt-deux centres de formation des instituteurs marchent à plein tube, tandis que les écoles primaires reçoivent un demi-million d'enfants, à raison de deux journées par jour. Les élèves du secondaire et du technique sont déjà 25 000 et les étudiants sont près de 4 000 dont un bon millier à l'étranger, en France, en Belgique, en Russie, en Chine, en Allemagne, en Algérie. »

Farmi les coopérants civils francophones essentiellement cent cinquante Belges et autant de Français, — qui belgent en partie le retrait forcé des ecclésiastiques, il n'en manque pas pour affirmer que « la laïcisation à marches forcées a fait moins baisser le niveau qu prévu. L'effort des élèves pour se maintenir à flot est remarquable. Le vide créé dans les collines par la suppression des yaga mukama pourrait être comblé bien plus vite que prévu. »

L'âme du pays

Un enseignant belge, récemment rapatrié et lui-même militant catholique, raconte : « Depuis la prise du pouvoir par Jean-Baptiste Bagaza en 1976, suivie l'année suivante des premières expulsions sans raison de religieux européens, nationalisation des écoles primaires chrétiennes, jamais je n'ai vu mes coreligionnaires burundais autant frappés que cette année lors de la fermeture de la cathédrale de Gitega. »

Gitega, au cœur du pays, sur l'épaule d'une de ces montagnes douces partageant les hautes eaux africaines entre le Congo (ou Zaïre) et le Nil, c'est peut-être la capitale de demain ; c'est en tout cas beaucoup de l'histoire et de l'âme de la nation, entre les dernières maisons style Guillaume II et les hauts lieux des

rois-prêtres autochtones qui, jusqu'en 1966, nourrissent l'idéalisme populaire. Le Père Audace, curé de la cathédrale de Gitega, emprisonné une première fois, en compagnie d'autres catholiques en vue, pour « mauvais esprit », avait été libéré cette année, à l'occasion de la visite du ministre français de la coopération.

S'identifiant peut-être trop à son nom, le père remercia Dieu en chaire de l'avoir « aidé à supporter le Mal ». Le rapport de l'en-bourgeois de service à la cathédrale mit le président Bagaza hors de lui : « Comment ? C'est moi qui l'ai libéré et c'est Dieu qu'il remercie, tout en m'assimilant au Mal ! Qu'on remette ce curé au goulot ! Et, pour faire vraiment mal, le colonel-président a ordonné de verrouiller sine die le portail de la cathédrale. »

Cet événement a particulièrement troublé les consciences, y

compris parmi ceux qui approuvaient jusqu'ici le principe de la laïcisation. Beaucoup de Burundais ont commencé alors, même si c'est encore très prématuré, à parler de « persécutions ». Ils veulent exprimer par là que le régime en est arrivé au stade où ses mesures cessent d'être seulement « laïcisation » pour devenir quasi exclusivement « antireligieuses », surtout quand elles sont assorties d'arrestations arbitraires.

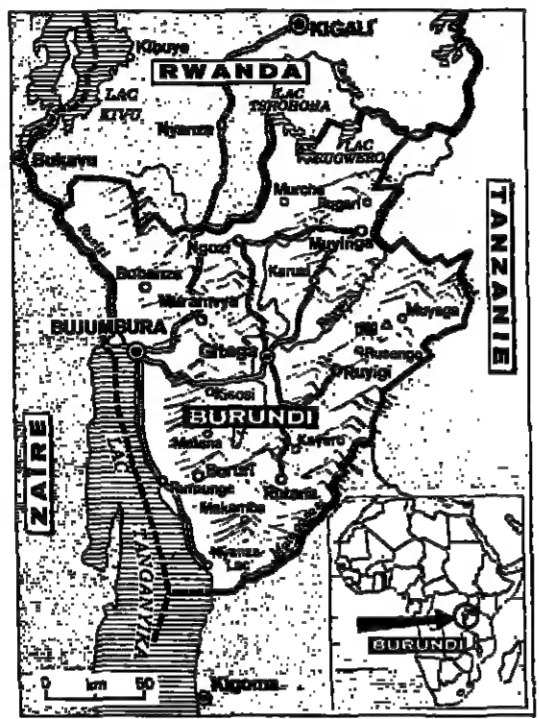
En de telles périodes, il est vrai, la dichotomie n'est pas toujours très facile à pratiquer entre les deux notions de laïcité et d'anti-cléricisme. L'attitude personnelle même du président Bagaza ne laisse pas d'intriguer. Cet officier, ancien élève des jésuites, issu d'une « sous-caste » tutsi du Sud (comme d'ailleurs plus d'un hiérarque actuel de Bujumbura), celle dite des « ravisseurs de vaches », s'était taillé, depuis ses études en Belgique, une assez gaillarde réputation de laïc, voire d'anticlérical, mais en tout état de cause travailleur, moderniste et rationnel.

Une fête de famille

Or en 1986, entre deux trains de mesures restreignant le rôle des Eglises ou embastillant des chrétiens soupçonnés d'opposition (pas de salut politique non plus hors du mouvement unique, l'UPRONA), n'a-t-il pas fait baptiser ses trois filles adolescentes, au cours d'une fête familiale en son fief de Rutovu ? Le « petit



Le colonel Jean-Baptiste Bagaza, chef de l'Etat burundais.



Nationalisation des séminaires

Pour ne citer qu'eux, les Pères blancs, ordre des « missionnaires d'Afrique » fondé en 1868 par le cardinal Lavignerie, archevêque d'Alger, et qui furent longtemps au Burundi les champions respectés de l'évangélisation, n'y sont plus aujourd'hui que dix-huit, contre deux cent quarante-deux il y a vingt ans — et encore rasent-ils les murs.

Un jeune technicien agricole, formé en Belgique et qui vague aujourd'hui à Tzanzania dans les nouvelles plantations de thé — le « don de l'indépendance » et la seconde richesse nationale, après le café, lui-même — don de la colonisation », — nous dit : « Je suis hutu, mais je n'avais jamais eu de me plaindre personnellement du régime Bagaza jusqu'à ce qu'il ferme en 1986 les yaga mukama (2). Alors, comme je suis le « lettré » de la « famille », j'ai vu rappliquer, furieux ou tristes, une foule de cousins, de neveux, de parents dont les enfants se trouvaient privés d'alphabetisation du jour au lendemain. »

La même année, le gouvernement avait déjà « nationalisé » les petits et moyens séminaires, sortes de lycées confessionnels ouverts à tous ; interdit les mouvements de jeunesse chrétiens et la messe dans les écoles ; renvoyé à leurs convents les religieux servant dans les établissements laïcs, y compris l'université, et une partie des employés dans le secteur médical ; supprimé enfin les cours

de protestants (1) — doivent rester clos. M. Lucette Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat française auprès du premier ministre, chargée de la francophonie, qui, lors de la réunion ministérielle francophone de Bujumbura, en juillet, voulait se recueillir un semaine dans la cathédrale, a trouvé porte de bois.

M. Michaux-Chevry a été « désagréablement surprise ». Les catholiques pratiquants locaux sont, quant à eux, accablés. Largement majoritaires au sein de leur communauté, nombre

Le mwami et le missionnaire

ON entend souvent dire qu'en Afrique noire la seule « vraie vieille nation », datant d'avant la colonisation européenne, ce sont les chrétiens coptes d'Ethiopie, fortifiés depuis quinze siècles dans leur château d'eau abyssin. Naturellement cette affirmation demanderait à être nuancée.

Il n'est pas étonnant en tout cas que l'existence de structures féodales et nobiliaires au Rwanda-Urundi — déclaré depuis 1962 en deux Etats jumelés rivaux, le Rwanda et le Burundi, — avant la présence allemande (1890-1916) puis belge (1916-1962) ait suscité de durables hypothèses (1) sur les origines gallas (donc éthiopiennes) des Tutsis ; « aristocratie » noire, souvent de grande taille et aux traits fins, leur type est fréquent aussi dans l'ancien empire des négus. On ne pouvait imaginer que soit sortie du cœur de l'Afrique « paléenne » une société politique un tant soit peu élaborée...

Et pourtant, c'est bien une savante organisation socio-politique qui, avec de profondes racines locales, que trouvaient au siècle dernier, entre les lacs Victoria et Tanganyika, les premiers explorateurs occidentaux. Ainsi, sur ce qui forme grosso modo aujourd'hui le Burundi, régnait, peut-être depuis le quinzième siècle, un monarque — le mwami — dont la dernière édition fut Ntare V, détroné en 1966 par une conjuration de militaires hmas (sous-groupe tutsi) ; depuis lors au pouvoir à Bujumbura, ces derniers n'ont pas su éviter les massacres inter-ethniques de 1972, qui faillirent tourner au génocide des Hutus, et éliminèrent à tout le moins la quasi-totalité de leur intelligentsia.

Le mwami, quoique probablement de lointaine ascendance tutsi, avait su établir une sorte d'équilibre entre l'élite tutsi et les « soutiers » hutus. C'était certes au prix d'un système castique, mais il contrastait avec la Belgique, dans l'unité linguistique et culturelle, tous les sujets du mwami parlant la même langue, le kirundi.

Une des trois dernières vestes du culte officiel, avant la christianisation massive des années 1930-1938, était une Hutu (2), et c'était parmi cette ethnie que se recrutèrent les gardiens du tambour sacré, symbole de la royauté. Des mariages intertribaux étaient célébrés jusqu'au conflit civil de 1972. « Il y eut alors tant de deuil tutsi dont les époux hutus furent tués, au mépris de leur alliance, par des Tutsis, que depuis lors chacun a marié chez soi », indique un prêtre, navré de cette dégression. L'ancienne société effleure encore aujourd'hui, mais dans un accaparement ethnique du domaine politique poussé jusqu'à la caricature.

« Ici, je laisse mon cœur »

Le poids d'un passé à la fois négatif et explicatif de la situation présente se fait sentir aussi avec persistance dans les relations belgo-burundaises. Les campagnes régulières, et encore en juillet, lancées par le *Renouveau du Burundi*, quotidien gouvernemental, contre « nos soi-disant éducateurs belges », ne seraient pas aussi violentes si les missionnaires venus du Nord n'avaient pas, avec les meilleures intentions paternalistes de leur temps, « plongé jadis le pays dans l'humiliation en entamant le respectabilité des traditions locales et rabaisé la dignité de ceux qui les transmettaient (3) ».

Oubliés sont aujourd'hui ces bienfaits de la période européenne que furent la médecine du sommeil vaincue, les premiers dispensaires et les premières écoles de brousse, les explorateurs en soutane s'opposant, parfois au prix de leur vie, aux esclavagistes venus de Zanzibar, le levée de l'interdiction faite aux mwamis de voir le lac Tanganyika et la disparition d'autres superstitions contraignantes. On ne veut plus se souvenir, même si on est chrétien aujourd'hui, et c'est le cas de la plupart des dirigeants, que d'une certaine discrimination des baptisés à l'égard des non-

baptisés, tolérée par les missionnaires » et que le *Renouveau* assénait rituellement à l'apartheid sud-africain...

Sans doute, comme le veut par-là-il dicton très répandu parmi le petit peuple burundais : « Une parole toujours à la bouche finit par devenir de la bave ». La convivance intertribale de l'ancienne société animiste et les bases administratives et socio-économiques saïnes de l'Etat moderne jetées par les Belges figurent parmi la bonne part du passé que la strate politique contemporaine ne paraît guère prendre en compte. En ce sens, elle est sans doute assez loin d'une conscience populaire apparemment plus ouverte, moins passionnelle.

Il est cependant un point d'histoire récente sur lequel est unanime la vieille nation que constituent malgré tout, à l'échelle africaine, les Burundais : le fierté de n'avoir jamais été esclave. Leurs hauts reliefs et leur ordre dynastique et guerrier souverain Tutsi et Hutus des marchands arabes d'Orman d'ailleurs. Les Burundais d'hier ne couraient pas les poteaux de fer qu'on peut encore voir à Baganoyo — littéralement « ici je laisse mon cœur » — sur la côte tanzanienne. Et ils eurent également la chance, lorsque les Allemands puis les Belges investirent les fameuses « collines vertes », où naît le Nil, que l'esclavage fut passé de mode parmi les Occidentaux...

J.-P. P.-H.

(1) Histoire du Burundi, des origines à la fin du XIXe siècle, sous la direction d'Emile Mworoza, Hatier, 272 p., 1981. (M. Mworoza, historien africain francophone réputé, est aussi le numéro deux de l'ancien régime burundais, où il occupa les fonctions de président de l'Assemblée et de secrétaire général du parti unique.)
(2) Burundi, trente ans d'histoire en photos (1900-1930), de R. Collard et G. Cebs, Librairie Saint-Paul, Bujumbura, 1985.
(3) Dossier sur les relations Eglise-Etat au Burundi, n° 39, 1986-1987, Pro Mundi Vita, rue de la Science, 1040 Bruxelles.

La situation en
A Nouméa, un millier d'habitants

M. Mitterrand : M. de la...

Proche de M. Mitterrand

Roger Fajardie est...

Le Mo... PUBLIC

Le Mo... PUBLIC

Le Mo... PUBLIC

Le Mo... PUBLIC

Le Mo... PUBLIC

Politique

La situation en Nouvelle-Calédonie

A Nouméa, un millier d'indépendantistes manifestent dans le calme

NOUMÉA
de notre correspondant

An nez et à la barbe d'un dispositif policier impressionnant, le FLNKS a fait sa réapparition, le mercredi 26 août, au cœur de Nouméa.

Ayant eu vent d'un projet de manifestation au centre-ville dans le courant de l'après-midi, le haut commissariat n'avait rien laissé au hasard : dès la fin de la matinée, trois compagnies républicaines de sécurité (trois cents hommes) avaient bouclé l'accès de la place des Cocotiers et établi des points de contrôle à l'entrée nord de Nouméa, à la hauteur du quartier de la vallée du Tir. Cela ne dissuada pas les militants du FLNKS, qui se retrouvèrent environ un millier vers 15 h 30 (heure locale) - sur les trottoirs de la rue de Verdun. Ni banderoles, ni slogan : les manifestants voulaient simplement, une nouvelle fois, créer l'événement.

Tandis qu'un escadron de gendarmes mobiles arrivait en renfort, la négociation s'engageait entre le numéro deux du FLNKS, M. Yéwéné Yéwéné et les responsables de la police. Il fut convenu d'une dispersion à 16 h 15 (heure locale). A l'heure dite, les manifestants s'ébranlèrent en cortège en direction de la banlieue populaire de Montrouval, escortés par deux haies de CRS. Une opération sans heurts qui semble contenter tout le monde : les indépendantistes, ravis de ce nouveau « coup » et les autorités, débarrassées du complexe de la « matrasque ». Cette nouvelle opération publicitaire du FLNKS intervient alors que le mouvement vient de régler le sort de M. Yan Céledé Uregui, le « ministre des relations extérieures » du « gouvernement provi-

soire de Kanaky ». Le bureau politique du Front a décidé, mardi 25 août, de relever de ses fonctions M. Uregui, dont les sympathies libyennes prononcées avaient soulevé la réprobation du reste de la coalition indépendantiste. Une telle mesure d'éviction mériterait au sein du Front depuis le départ, le 24 juillet, à destination de Tripoli, d'une vingtaine de militants du Front uni de libération canaque (FULK), le parti dont M. Uregui est le chef. Le FLNKS a aussitôt adressé une missive aux diverses instances régio-

nales et internationales, informant ces dernières que M. Uregui n'est plus mandaté par le mouvement indépendantiste.

Dans le cadre de l'actualité politique sur la couverture journalistique des manifestations de samedi dernier à Nouméa, les propos du PDG de RFO, M. Jean-Claude Michaux (*le Monde* du 26 août) méritent quelques observations. Les correspondants de presse présents ce jour-là à 10 heures (heure locale) ont tous pu constater que leurs confrères de RFO-Nouméa étaient absents. Ces derniers n'ont donc pas pu filmer les scènes de la charge policière.

En revanche, après avoir été informés des événements, une équipe de RFO s'est aussitôt rendue dans le quartier de Montrouval - à 2 kilomètres du centre-ville - où elle a pu couvrir la fin de la manifestation, alors que les militants du FLNKS se dispersaient dans le calme.

M. Mitterrand : M. Tjibaou « a très bien fait » de faire appel à moi

M. Jean-Marie Tjibaou « a très bien fait » de lui lancer un appel sur la situation en Nouvelle-Calédonie : c'est ce qu'a remarqué François Mitterrand, le mardi 25 août à Latche, sa résidence privée, où il recevait le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez. A la suite de la dispersion brutale, samedi dernier à Nouméa, d'une manifestation pacifique organisée par les indépendantistes, M. Tjibaou, président du FLNKS, avait demandé au chef de l'Etat de « s'inquiéter un peu de la répression qui doucement s'organise » sur le territoire.

En métropole, la polémique continuait à propos de la manifestation de Nouméa de samedi dernier. « Toute la France a été choquée par une brutalité que rien ne peut justifier et qui ne facilite pas l'apaisement. (...) Il serait grand temps que le gouvernement se montre plus sage », a déclaré M. Jean Popesco, membre exécutif du PS, mercredi 26 août à Europe 1. Les sénateurs socialistes s'élevèrent aussi contre « les violences qui déshonorent la France des droits de l'homme ». « Humilier la population canaque, la brutaliser, ne sont certainement pas les meilleurs moyens pour rétablir les conditions d'une évolution pacifique du territoire », a M. Jeanes Galand, secrétaire de la CGT, affirme pour sa part que cette

« répression » est « une honte pour la France ».

Sur le territoire, dans le camp des anti-indépendantistes, MM. Jacques Laffeur, député RPR, et M. Dick Ukeiwé, président RPR du Congrès de la Nouvelle-Calédonie, ont alimenté le débat. Selon M. Laffeur, M. Tjibaou s'enferme de plus en plus dans un langage de violence. M. Ukeiwé estime, à propos des manifestations indépendantistes, que « le gouvernement ne peut pas laisser des Français ne pas respecter la loi ».

M. Mitterrand est devenu le cible de plusieurs dirigeants de la majorité. Ainsi M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, déclare dans une interview à l'Agence centrale de presse (ACP) : « Quel qu'en pense M. Mitterrand, il ne s'agit pas d'un problème de colonisation comme il y a trente ans en Afrique lorsque l'actuel président était ministre de la France d'outre-mer (1). M. Gérard Longuet (UDF, PR) ministre des P et T, évoque lui aussi le passé de la Quatrième République et celui du chef de l'Etat.

(1) M. Mitterrand a été ministre de la France d'outre-mer dans le cabinet Plevin, du 13 juillet 1950 au 28 février 1951 puis dans le cabinet Queuille, du 10 mars au 11 juillet 1951.

Le RPR veut lancer une campagne de « dérision » contre le PS

Dans une interview à l'Agence centrale de presse (ACP), le mardi 25 août, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, donne les grands axes de la campagne de son parti pour 1988 : défense de la « ligne Balladur », « dérision » vis-à-vis du PS et recherche d'un consensus sur le code de la nationalité.

M. Toubon indique que son mouvement « va intensifier l'action d'explication de la politique gouvernementale et répliquer sans attendre et sans vergogne aux attaques que les socialistes ont pu développer impunément ». « Il faut aussi développer la critique de l'action des socialistes quand ils étaient au pouvoir, ajoute-t-il. Il faut rafraîchir la mémoire des Français et montrer que le PS a très largement échoué. Cela se fera, précise M. Toubon, à travers une campagne médiatique de publicité et d'affichage sur le mode humoristique et de dérision ».

Le dirigeant du RPR, qui estime que M. François Mitterrand ne se représentera pas à l'élection présidentielle « pour ne pas courir le risque d'être battu », souligne : « Nous défendrons pied à pied la ligne Balladur », car « s'engager dans la politique de relance serait compromettre les résultats acquis ».

S'agissant des rapports entre la majorité et le Front national, M. Toubon affirme : « Nous avons tous la même conception de la société, y compris avec les électeurs de M. Le Pen, c'est-à-dire une approche libérale et non pas une approche étatique. C'est pourquoi, ajoute-t-il, il ne faut pas transformer un tout petit secteur du débat politique national - l'immigration et les droits de l'homme - en un enjeu primordial ».

● L'élaboration des propositions du PS. - M. Lionel Jospin, premier secrétaire et président de la commission du programme du PS, Jean-Pierre Chevènement, vice-président de cette commission, et Dominique Strauss-Kahn, secrétaire de cette commission et membre du secrétariat national du parti chargé des études, devaient se rencontrer, le mercredi 26 août, afin de faire le point sur l'avancement des travaux de cette commission. Un séminaire à huis clos réunira les responsables socialistes les 2 et 3 septembre dans la région parisienne, autour d'un premier document.

M. Chevènement, qui pourrait annoncer qu'il sera candidat à la candidature à l'intérieur du PS (si M. Mitterrand ne se représente pas) le

28 août, lors d'un rassemblement qu'il organise à Belfort, devant également informer M. Jospin de ses intentions.

● M. Doufflaque contre une candidature unique de la majorité. - Le ministre chargé des transports, M. Jacques Doufflaque (UDF-PR), a qualifié, le mardi 25 août, de « fausse bonne idée » celle d'une candidature unique de la majorité dès le premier tour de l'élection présidentielle. « C'est une bonne idée apparemment, a dit M. Doufflaque au club Presse-informations de la Baule (Loire-Atlantique), car elle simplifierait à la fois le débat politique et le choix des électeurs (...), mais elle est très antinomique de la nature même des institutions de la V^e République ».

Religion et l'Etat

Le 26 août, le pape a reçu à Rome le cardinal de Hongrie, le cardinal de Roumanie et le cardinal de Yougoslavie. Le pape a également reçu le cardinal de France, le cardinal de Belgique et le cardinal de Hollande.

Le pape a également reçu le cardinal de France, le cardinal de Belgique et le cardinal de Hollande.



Roger Fajardie, député européen, membre du bureau exécutif du PS, est mort à la suite d'un malaise cardiaque, le mardi 25 août, à Souillac (Lot).

Avec Roger Fajardie, c'est d'abord un compagnon « historique » de M. Pierre Mauroy qui disparaît. Entré dès 1946 aux Jeunes socialistes, il en était devenu secrétaire national adjoint, dix ans plus tard, puis avait succédé à M. Mauroy, à la SFIO, comme secrétaire national chargé de la jeunesse.

Dès lors, il ne quittera plus le maire de Lille, dont il deviendra un conseiller officieux à l'hôtel Matignon, de 1981 à 1984. En même temps, Roger Fajardie, qui avait œuvré au rapprochement des familles de la gauche socialiste jusqu'au congrès d'Epinay (constitutif du nouveau PS) en 1971, manifestait une admiration et une fidélité sans failles envers M. Mitterrand, à qui il était reconnaissant d'avoir modernisé et revitalisé le mouvement socialiste.

On ne peut parler de Roger Fajardie sans évoquer cette allure de « moine rébelle », maintes fois relevée dans les chroniques, qui lui donnaient son embonpoint, sa rondeur bonhomme, son goût pour les églises romanes et les plats en sauce. Il avait d'ailleurs été délégué aux affaires religieuses du PS dans les années 70. Paradoxe pour ce socialiste franco-magou et fier de cette double appartenance.

Cet homme de grande culture, ancien membre du conseil de l'Ordre du Grand-Orient de France et assistant du cercle Paul-Renanier, qui réussit de temps à autre les socialistes franco-magous, était aussi animateur de la Fraternelle du Parlement européen où il avait été élu en 1979 et réélu en 1984. Autre spécificité, autre paradoxe de cet homme de contact qui aimait les missions discorses : les affaires électorales. Permanent de son parti depuis 1956, natif de la « France profonde » (le Cher), qu'il sillonnait au gré de ses missions, il était devenu un spécialiste des élections et sa connaissance de la carte électorale française égalait - dit-on - celle de M. Mitterrand lui-même. Mais hormis son mandat de parlementaire européen, cet expert électoral se contentait d'être élu municipal : conseiller municipal de La Grotte, dans son département natal, il en était devenu le maire en 1982.

Proche de M. Mauroy

Roger Fajardie est décédé

[Né le 4 septembre 1930 à Bourges (Cher), maître d'internat, puis journaliste, Roger Fajardie avait adhéré aux Jeunes socialistes en 1946. Membre fondateur, avec M. Mauroy, de la Fédération nationale des clubs Léo-Lagrange. Il était devenu secrétaire national adjoint de la SFIO chargé des Jeunes socialistes en 1956. De 1958 à 1961, il est secrétaire national chargé des mêmes attributions. Membre depuis 1963 du comité directeur de la SFIO, il entre au comité directeur du PS en 1969. Au PS, il est secrétaire national chargé des élections de 1973 à 1979. A partir de 1981, tout en devenant un conseiller officieux de M. Mauroy à

Matignon, il revient au secrétariat national du PS, le quitte en 1983, puis réintègre cette équipe en 1985, jusqu'au congrès de Lille d'avril 1987.

En 1971, il était devenu membre du conseil de l'Ordre du Grand-Orient de France et, en 1972, grand maître adjoint du Grand-Orient.

Candidat FGDS aux élections législatives dans le Cher en 1966, il a été conseiller municipal de la petite commune de La Grotte (Cher) de 1965 à 1977, et maire depuis 1982. Eleu sur la liste socialiste à l'Assemblée européenne en 1979, il avait été réélu en 1984.]

La célébration de la libération de Paris

M. Chirac exalte un « moment rare de fraternité »

M. Jacques Chirac a présidé, le mardi 25 août 1944, après avoir assisté en fin de journée à un défilé militaire place de l'Hôtel de Ville, le premier ministre et maire de la capitale a déclaré, à propos de la Libération : « Moment rare de fraternité, elle est un symbole pour chaque homme qui veut s'affirmer dans son indépendance et dans sa dignité. Moment fort d'exaltation et de courage, elle est une preuve que la liberté se conquiert. Moment exceptionnel où s'affirme la liberté, elle est l'illustration de ce que peut un peuple qui prend conscience de son destin et qui décide d'en être l'auteur ».

(...) Faisons en sorte, dans la paix retrouvée d'aujourd'hui, de vivre ces valeurs qui furent leurs valeurs d'engagement, d'espérance et de courage pour que notre pays reste digne de sa vocation et de leurs vertus ».

M. André Giraud, ministre de la défense, a remis au premier ministre le fustion de commandement du général Leclerc qui avait pénétré à Paris le 25 août 1944 en tête de ses blindés.

Le premier ministre visite la Grande Arche de la Défense

En compagnie de plusieurs ministres, M. Jacques Chirac a visité, le mardi 25 août après-midi, le chantier de la Grande Arche de la tête de La Défense, sur le toit de ce cube ébrié de trente-six étages, qui ressemble à « une gigantesque jennière ouverte sur Paris ». Pour le moment, seule la première « mégapoutre » de ce toit a été posée. Il sera définitivement achevé l'été prochain tandis que l'Arche devrait être terminée début 1989. Dans le prolongement de la célébration du bicentenaire de la Révolution, il doit abriter la Fondation internationale des droits de l'homme et des sciences de l'homme. Les ministres MM. Edouard Balladur (économie), Alain Juppé (budget), Pierre Méhaignerie (équipement) et Claude Malhuret (droits de l'homme) accompagnaient M. Chirac, qui était guidé par le président de la mission du bicentenaire, M. Edgar Faure, et le président de la société d'économie mixte Tête Défense, M. Robert Lion.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75437 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPUB 450572 F
Tél. MONDIPUB 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Favret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
520 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :
Daniel Verdet.

Correspondant en chef :
Claude Sèze.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montauzy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-35-91-82 ou 45-35-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

La semaine USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde c/o Speedpost, 45-45 20 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at L.C.I. and additional offices, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost U.S.A., P.O.C., 45-45 20 th street, L.C.I., N.Y. 11104.

Le Monde

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F
II. - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 808 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : délégués ou provinciaux : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre le dernier bandeau d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montauzy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-35-91-82 ou 45-35-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

La semaine USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde c/o Speedpost, 45-45 20 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at L.C.I. and additional offices, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost U.S.A., P.O.C., 45-45 20 th street, L.C.I., N.Y. 11104.

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
ODOUL AGENT DE
demeco

16, rue de l'Atlas-75019 Paris 42 08 10 30

**Dans 10 ans
vous regretterez de ne pas
avoir découpé cette annonce**

Pourtant, cela ne vous engageait à rien. Mais peut-être vous étiez-vous dit : « A quoi bon ? J'ai d'innombrables relations... » Quitte à vous apercevoir, mais bien tard, qu'en réalité la plupart de vos rencontres sont restées sans lendemain.

Pour trouver le bonheur à deux, il ne suffit pas de rencontrer beaucoup de personnes. Il faut aussi que celles-ci aient une sensibilité profonde réellement compatible avec la vôtre.

C'est cette aventure que Ion International vous propose : rencontrer des personnes qui souhaitent découvrir un être comme vous, dès lors que leur personnalité, définie par une Etude Psychologique, correspond à la vôtre. Et cette aventure ne peut que réussir puisque votre inscription est valable jusqu'au choix définitif.

Vous voulez changer vos rencontres ? Venez nous voir ou écrivez.

Sur un formulaire de 5.000 personnes ayant déclaré d'être connues par leurs activités par l'Internet, un million de données de rencontres créent que dans la vie courante. (Étude psychologique approfondie sur demande.)

Veuillez nous envoyer gratuitement et sans engagement, sous pli fermé et cacheté, votre
livret d'information ou couleurs « Pour un couple nouveau ».

M. Mme, Mlle Prénom Age Adresse

■ PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare Tél. : (1) 45.26.70.85+
■ TOULOUSE (31300) 16, rue Nungesser-et-Coli Tél. : 61.59.48.58
■ BRUXELLES (1000) rue de Marche-sous-Herbes 105 BP 21 Tél. : 511.74.30
■ GENEVE (1211-11) 12, rue de la Carrière - CP 285 Tél. : (41.22) 21.75.91

Ion International
Institut de Psychologie Appliquée fondé en 1950

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Madonna au parc de Sceaux

La grande allumeuse

Cheveux coupés court, blond platine, sourcils noirs, rouge aux lèvres, elle descend rapidement le gigantesque escalier qui tient la scène de long en large. Hurlements. Ils sont quatre-vingt mille à lui faire face. Et ça n'a pas l'air de lui faire peur. En trente secondes, elle a déjà négocié deux triples axels, trois vols planés, un grand écart. Maintenant, elle est à genoux. Il ne va pas lui falloir plus longtemps pour mettre son public dans la même position.

BOTTINES et bas résille, à peine vêtue d'une guêpière, ignorant les lois du teasing, d'entrée Madonna montre le haut et le bas. La suite du concert consistant à habiller la guêpière de diverses fanfreluches selon les ambiances voulues par les chansons. C'est le syndrome de la poupée Barbie. Sauf que là-bas, au loin, la poupée en question a du répondant. Du caractère, comme on dit. Et la distance laisse à l'imagination le soin d'évaluer les formes que pointe le décolleté. « Why She's Hot » tirait le Time en couverture il y a deux ans. Aux plus pragmatiques, les deux écrans géants qui entourent la scène donnent des précisions en la matière par vues plongeantes interposées. La Madonna a perdu quelques kilos et gagné quelques muscles. On ne lui en veut pas. L'image pulpeuse qui a décomplexé l'Amérique, qui avait un trop-plein de calories à perdre, est en voie de sophistication. Et Madonna en odeur de sainteté.

Madonna Louise Veronica Ciccone, épouse devant Dieu de Sean Penn — et en instance de divorce, — est la star des années 80. Et elle ne l'a pas volé. Les deux cent quarante mille personnes qu'elle a réunies les 18, 19 et 20 août au stade de Wembley, près de Londres, peuvent en témoigner. Ça ne tient pourtant pas aux vingt-cinq millions d'albums qu'elle a vendus en quatre ans — huit cent mille exemplaires de True Blue en France. Non, ce qu'elle a à vendre, Madonna, c'est elle. Ni une chanteuse, ni des chansons, mais un personnage. Et c'était d'autant plus clair au cinéma, où elle a fait merveille dans Recherche Susan désespérément, avant de faire misère dans Shanghai Surprise en partageant avec son acteur de mari la vedette d'un bide retentissant. Dans le premier, elle tou-

chait à l'os de sa personnalité ; dans le second, elle était supposée composer.

La chanteuse est limitée, encore qu'elle ait fait de rapides progrès, mais, de toute façon, les choristes qui la soutiennent sur scène sont là pour pallier les

manques lors d'une remise de trophées sur MTV, devant dix-huit millions de téléspectateurs, et que Bette Midler relèvera ironiquement en la présentant : « Voilà une jeune fille qui s'est hissée au sommet avec ses bretelles de soutien-gorge » ; ou encore ses déclarations à l'emporte-pièce à



CLAUDE GASSIN

lacunes. Les chansons sont des rengaines adolescentes qui ne cessent pas trois pattes à un canard, sinon qu'elles doivent leur succès au matraquage qui en est fait sur les ondes planétaires. Toujours sur le même modèle, on en a entendu une, on les connaît toutes.

Le personnage, en revanche, provoque la fascination. Une fascination qui s'exerce, on le sait, sur un public tout azimut, féminin comme masculin, des enfants aux grands-parents. Chacun y trouve son compte. Les garçons la désirent, les filles s'identifient. Elle cristallise tous les clichés de la starification. C'est d'abord l'histoire de sa vie : fille aînée d'une famille nombreuse, la perte de sa mère quand elle a sept ans, une belle-mère marâtre, un père qui la délaisse, et son arrivée à New York avec 35 dollars en poche. « Je ne connaissais personne, j'ai dit au taxi de m'emmener au centre du monde. Il m'a déposée à Times Square. » Elle avait alors dix-sept ans. Sept ans plus tard, elle était au sommet. Vrai ou faux, c'est la version officielle et le symbole toujours payant de la self-made woman de côté du rêve américain.

Ce sont aussi une attitude de vie et un comportement au débotté qui passent par la provocation : la boucle d'un ceinturon porté en 1975 et qui annonçait « Boy toy » (jouet de garçon) ; une bretelle qui tombe négligem-



ment lors d'une remise de trophées sur MTV, devant dix-huit millions de téléspectateurs, et que Bette Midler relèvera ironiquement en la présentant : « Voilà une jeune fille qui s'est hissée au sommet avec ses bretelles de soutien-gorge » ; ou encore ses déclarations à l'emporte-pièce à propos, notamment, des crucifix dont elle s'affublait : « Je les aime parce qu'il y a une femme au dessus. » Ça ressemblait à s'y méprendre à Marilyn, répondant « Chanel n° 5 » quand on lui demandait avec quoi elle donnait. Madonna, c'est tout à coup le poster de Marilyn qui se décroche du mur pour révéler la légende et rallumer les fantasmes. « C'était une victime, pas moi, a-t-elle dit à un journaliste de Cosmopolitan. Je sais ce que je fais et ce que je veux. Si je tombe dans des pièges ou si je fais des erreurs, ce sont les miennes. Pas celles de Marilyn Monroe. » Les erreurs, peut-



être, mais les clin d'œil et les poses...

Et puis il y a les photos prises dans le plus simple appareil avant ses débuts discographiques, et qui ressortent régulièrement dans les revues de charme. La vidéoscène d'un film porno qui a été saisie. Ses amours tumultueuses avec son mari, qui passe son temps à cogner sur les journalistes et les photographes, et qui vient d'être condamné à un an de prison ferme pour récidive. Leur divorce qui traîne depuis des mois et alimente les gazettes américaines : un jour ils s'aiment passionnément, le lendemain pas du tout, le suivant à la folie. Cette fois, c'est au couple Taylor-Burton que l'on pense. Toujours à la lisière du scandale, elle est à chaque fois sauvée par le gong. C'est à Sean Penn que l'Amérique bien-pensante en veut, un voyou dont elle devrait se séparer. Et la pauvre petite qui n'a plus de vie privée, toujours traquée par les paparazzi !

Autour des rondeurs de Madonna, il y a un univers de mythes, un air de ne pas y toucher et une vulgarité assumée. Il y a de la garce qui sommeille, et quand, sur scène, elle chante une romance, le cœur brisé par un homme et le regard qui pleure, on sait bien qu'à la prochaine chanson, une fois les larmes bues, ce sera un autre qui triquera pour le premier. Voilà sa force : sa fausse vulnérabilité. Elle venge les femmes, et les hommes sont prêts

à tomber dans ses pièges en connaissance de cause. « Je ne pourrais pas avoir ce succès sans être un sex-symbol, dit-elle dans le programme officiel qui est vendu à ses concerts. Je suis sexy, c'est comme ça. C'est l'essence de ma personnalité. Je pourrais me recouvrir entièrement d'un sac, mais ma voix passerait au travers. Et elle est sexy. »

Sa façon de donner

En la voyant sur scène, on comprend le phénomène Madonna, l'impact qu'elle a sur les foules. On est d'accord avec les gamines entre dix et quinze ans qui hurlent habillées comme elle, on est complice avec les grands-mères qui se dandinent, on est en compétition avec chaque homme à qui elle fait mine de s'adresser personnellement. Ramassant une petite calotte lancée sur scène : « Arrêtez d'envoyer des sous-vêtements ! D'abord ils ne sont pas à ma taille, et ensuite je n'en porte pas. » CQFD. C'est moins ce qu'elle donne que sa façon de le donner. Et, même si l'on se croyait peu concerné, on est preneur.

Son show est une véritable autoroute. A l'américaine, sans arrêt au péage, et elle est seule au volant. En une heure et demie, elle enchaine quinze chansons qui sont autant de tubes dont on se surprend à connaître même les titres sans pourtant les avoir

jamais mis sur sa platine : de Open Your Heart à La Isla Bonita en passant par True Blue, Papa Don't Preach, Material Girl, Like A Virgin, Into The Groove, et le tout dernier, Who's That Girl, qui est aussi le titre du film dont elle est la vedette et qui sortira sur les écrans français en décembre.

Derrière elle, ça joue. Ça joue même bien mieux et plus finement qu'on ne l'imaginait. Ils sont sept musiciens, trois choristes et autant de danseurs — dont le gamin extraordinaire qui joue dans le clip de Open Your Heart, réalisé par Jean-Baptiste Mondino. Mais c'est sur elle que tout repose, sur elle que les regards sont vissés. Pas de mesure dans la mise en scène, juste des projections de diapos et des éclairages sans recherche. Elle est partout, remuante et sexy, agacieuse et ludique, dansant bien et occupant l'immense espace comme personne, tour à tour en « mafiosette », en robe sixties bleue ou flamenco rouge, ou affublée de lunettes papillon et d'un chapeau à fleurs ridicule.

A la voir allumer, dans tous les sens du terme, les quatre-vingt mille personnes qui l'acclamaient chaque soir à Wembley, on se disait que la poupée était vraiment gonflée. Madonna est une vraie star.

ALAIN WAIS.

* Le 29 août au parc de Sceaux ; le 31 à Nice. Disques chez WEA.

Autour des concerts

CENT MILLE spectateurs ayant payé d'avance leur droit d'entrée assisteront samedi 29 août au parc de Sceaux au concert de Madonna, ou plutôt à la « revue de Broadway dans un stade », selon la définition des organisateurs qui insistent sur le show à l'américaine présenté par la nouvelle star du rock.

Jamais spectacle d'un jour n'aura coûté aussi cher : 800 000 F pour la location du parc, 3 millions pour l'aménagement de celui-ci (électricité, bureaux, clôtures, sanitaires) et 750 000 dollars pour la chanteuse et son équipe. Celle-ci amènera avec elle dix autobus, vingt semi-remorques de matériel et logera dans quatre-vingt chambres d'un Holiday Inn. Enfin, cinq cents personnes recrutées par les organisateurs français (Jean-Claude Camus, Gilbert Coulier et Pascal Bernardin) assureront le service d'ordre et assisteront les techniciens américains. Deux jours plus tard, la même opération sera renouvelée au stade de l'Ouest, à Nice, avec cinquante

mille fans attendus, un coût moindre et 400 000 dollars pour Madonna.

Depuis quelques années, l'escalade financière des stars du rock n'a plus de limite : celles-ci savent que, passé le stade de la nouveauté, le soi n'est pas solide sous leurs pieds et qu'elles peuvent être victimes d'un mauvais album ou d'une saturation du marché. C'est ainsi que la dernière tournée de David Bowie a été un fiasco et que Dépêche Mode a fait perdre 1 million de francs en quatre concerts aux promoteurs français. Jouant démesurément la carte de l'inflation, les Américains fragilisent les producteurs français, qui, les uns après les autres, déposent leurs bilans. Après Albert Koski, principal organisateur des concerts rock dans les années 70, c'est au tour de Thierry Suc (dernière opération : David Bowie) et de Jackie Lombard de rencontrer de graves difficultés financières tandis que d'autres « tourneurs » sont mis sur la touche par incapacité à suivre la surenchère.

Promoteur, dès 1962 au Palais des sports, des spectacles de Gene Vincent — le premier archétype du chanteur de rock venu de cuir noir et exhibant une chaîne d'argent. — Jean-Claude Camus a organisé en collaboration avec Gilbert Coulier et Pascal Bernardin le concert de Bob Marley au Bourget, celui de Supertramp au parc de Sceaux et, l'année dernière, les tournées en France de Sting, Prince, Dépêche Mode, Barclay, James Harvest et Frankie Goes to Hollywood. « Les concerts de rock ne se conçoivent pas longtemps à l'avance », dit Jean-Claude Camus, qui, en dehors de Madonna et de deux prestations de Bob Dylan accompagné par le groupe de Tom Petty, les 7 et 8 octobre à Bercy n'a rien inscrit sur son calendrier pour cette nouvelle saison. Pour Camus, Coulier et Bernardin, le rock, c'est d'abord affaire de plaisir et de prestige. Car pour une opération Madonna orchestrée comme un événement et qui va rapporter de substantiels bénéfices, combien de concerts montés comme des superproductions permettant à

l'organisateur français de rentrer dans ses frais ? C'est pourquoi les spectacles de variétés constituent l'activité principale de l'équipe Camus-Coulier-Bernardin : en septembre, Johnny Hallyday à Bercy (il reste actuellement la valeur d'une salle à louer sur douze représentations prévues) ; en novembre prochain, France Gall au Zénith (la bonne marche de la location a permis d'ouvrir une semaine de prolongation).

A Paris, Madonna donnera une partie de la recette (500 000 F) à une fondation pour la recherche sur le SIDA. Un geste qu'elle a déjà accompli en juin dernier après un concert au Madison Square Garden de New-York et qui rejoint les bonnes intentions des autres stars du rock dans la lutte contre le SIDA ou le cancer, pour l'aide au tiers-monde ou au profit d'Amnesty International : en 1986, sur le seul territoire hexagonal, deux cent trente-cinq concerts à but humanitaire ont ainsi été organisés, soit 9 % de plus qu'en 1985.

CLAUDE FLÉOUTER.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Rire.

UNE CHANCE PAS CROYABLE

OUTRAGEOUS FORTUNE

Bette Midler, la star qui fait "boom" LE FIGARO

Bette Midler... Divine... Géniale... FRANCE SOIR

Bette Midler, plus "coluchienne" que jamais... LE MONDE

Peter Coyote et son charme irrésistible.

© 1987 WEA

FEMME D'ALLIUMURD'HAU

THÉÂTRE

La rentrée théâtre

COMME chaque année, le Festival d'automne lance la saison théâtrale, le 5 septembre. Plus tôt que d'habitude, mais avec une reprise, Jeanne Moreau dans le Récit de la servante Zerline...

engagements, sinon le spectacle serait toujours à l'affiche. Avantage d'une production privée, quand elle marche, bien entendu. Les établissements des différents secteurs subventionnés doivent justifier d'un volant d'activités...

Profession tout risque

pu vérifier qu'une vraie star est une vedette qui a pris le temps de se faire un public, et a su le garder en état d'attente, d'espoir, fidèle quelles que soient les circonstances.

Les goûts des spectateurs sont heureusement multiples. Jeanne Moreau offre soixante-quinze minutes d'intensité et de dépouillement, Belmondo, quatre heures de panache. Son triomphe n'a pas été une surprise, d'autant qu'il est mis en scène par le champion Robert Hossein...

Rival de Robert Hossein en nombre de spectateurs, Jérôme Savary fait très bonne figure avec Cabaret à Mogador. Ce n'est pas si évident avec un titre rendu célèbre par un film-culte, un spectacle sans vedettes, et un genre, la comédie musicale, censée avoir mauvaise presse en France.

Une seconde constatation : la cohérence d'une distribution d'un texte, d'un lien, peut remplacer un nom « porteur ». Exemple : Conversations après un enterrement, première pièce d'une inconnue, Yasmina Reza ; avec de très bons comédiens, dont le plus célèbre était Jean-Paul Roussillon.

Les grandes institutions négocient avec les grandes salles. Le Théâtre de la Ville coproduit les spectacles Brecht par Georges Lavandant, au TNP, qui installe en 1988 Claude Brasseur et Georges Dandin à Mogador, salle privée, comme le Théâtre de Paris, où Marcel Maréchal (Théâtre national de Marseille) présente son Capitaine Fracasse.

Les grandes institutions servent à faire des grands spectacles. Or, sinon à Chaillot, aurait-on pu monter la version intégrale du Soulier de satin ? Mais si l'on n'est pas Vitez, mieux vaut ne pas tenter une telle aventure. De même si l'on n'est pas Cheroux, mieux vaut ne pas monter Platonov avec de jeunes comédiens. Si l'on n'est pas Ariane Mnouchkine, mieux vaut ne pas essayer de raconter l'épopée de notre temps... Il faut partir de ceux qui demeurent eux-mêmes en toute circonstance, donc rien de ce qu'ils font ne laisse insensible.

Pourtant, le public ne les considère pas comme des stars. Selon l'enquête menée par le ministère de la culture, les spectateurs se décident d'abord sur le nom des comédiens. Ce n'est pas faire injure à Jean-Pierre Vincent que de reconnaître l'importance de Didier Sandre et d'André Marcon dans sa mise en scène du Mariage de Figaro, la saison dernière à Chaillot. Et il est bien évident que l'incroyable succès d'Évrasse Jouvet est dû à la présence et à la personnalité de Philippe Clévenot... Et quand on annonce Zouk, en novembre au Bataclan, on n'a pas besoin d'en dire plus...

COLETTE GODARD.



1. - Luca Ronconi ; 2. - Hamlet Machine, de H. Müller, mise en scène de Bob Wilson ; 3. - David Warrilow ; 4. - Luchetta Milotti, Avveleni Receding dans le Soulier de satin ; 5. - Jeanne Moreau dans le Récit de la servante Zerline.



Nos favoris

Le Récit de la servante Zerline

Rencontre au sommet du théâtre européen : le metteur en scène allemand Klaus Michael Grüber offre à Jeanne Moreau l'un de ses plus beaux, de ses plus étonnantes rôles, celui d'une servante qui, en une heure et quinze minutes, fera le récit d'une vie insensée. Une reprise au milieu d'une tournée justement triomphale dans le monde entier.

Le Soulier de satin

Le pari gagné du dernier Festival d'Avignon. Onze heures de spectacle (en deux parties ou intégralement), dans les costumes et les décors magnifiques de Yannis Kokkos, les lumières chaudes de Patrice Trotter, sous la houlette d'Antoine Vitez, qui s'empare des mots de Claudel pour un voyage d'une simplicité et d'un lyrisme rares dans une œuvre immense.

La vogue allemande

Bob Wilson devient quasiment pensionnaire de la maison de la culture de Bobigny - dont les espaces lui conviennent, et où la saison commence avec deux metteurs en scène allemands : Hans Peter Cloos monte Le Récit de la mort, de Harald Müller - du 13 octobre au 15 novembre, et Matthias Langhoff la Dernière Bande, de Beckett, avec Serge Merlin, du 20 octobre au 20 novembre.

Quant à Bob Wilson, il vient avec un spectacle allemand : Quartett, de Heiner Müller, en attendant la superproduction du mois de mars, avec l'Opéra le Martyre de saint Sébastien, costumes d'Yves Saint Laurent.

Mais d'abord, toujours en banlieue chic, Bob va à Nanterre avec son deuxième spectacle de Heiner Müller, Hamlet Machine, en anglais, avec ses élèves américains.

Quartett, du 4 au 9 décembre à la maison de la culture de Bobigny. Tél. : 48.31.1145.

Hamlet Machine, de 1^{er} au 10 octobre à Nanterre. Théâtre des Amateurs. Tél. : 47-21-18-81.

Luca Ronconi

Luca Ronconi revient à Paris après une trop longue absence. Rien au théâtre depuis Utopia, au Parc floral, pour le Festival d'automne, qui a réussi à le convaincre de mettre en scène le Marchand de Venise avec la Comédie-Française. Le spectacle se donne à l'Odéon - où Ronconi avait fait construire une maison de vingt pièces pour son spectacle

XX. Mais ses conceptions scénographiques ont évolué. Bien qu'il se retrouve dans les violences et les ambiguïtés du théâtre élisabéthain, Ronconi aborde pour la première fois Shakespeare. Et il présente, de plus, à Nanterre, la Serva amorosa, de Goldoni, avec ses acteurs italiens, et Amor nello specchio, avec ses élèves.

Le Marchand de Venise, du 9 novembre au 14 janvier, à l'Odéon. Tél. : 43-25-70-32.

La Serva amorosa, du 12 au 16 octobre ; Amor nello specchio, du 17 au 21 novembre, à Nanterre. Théâtre des Amateurs. Tél. : 47-21-18-81. Et Festival d'automne. Tél. : 42-96-96-94.

David Warrilow

Inquiétant - peuplier d'espace, bonimenteur forcené de l'Hypothèse - à Avignon, David Warrilow nous a tant étonnés que lorsque Merin a hurlé entre les murs des Pénitents blancs : « L'auteur », le sol s'est dérobé, les mots se sont cognés à grand silence.

Après Avignon, David Warrilow - produit par la maison de la culture de Bobigny - vient à la Bastille.

L'Hypothèse, de Robert Pinget, mise en scène de Joël Jouanneau, du 13 septembre au 15 octobre à la Bastille. Tél. : 43-57-42-14.

En vedettes

Delphine Seyrig continue son investigation systématique du répertoire anglo-saxon. Après Beckett, Pinter, elle a choisi cette année un auteur anglais à succès, Alan Ayckbourn, dont la dernière pièce, Un jardin en désordre, vient d'être adaptée par Jean-Claude Carrière. Au côté d'Henri Garcin et sous la direction de Stuart Seide, elle sera, certainement pour de longs mois, Susan, une femme simple emportée par le rêve, la fantaisie et la folie.

Remise en selle et en scène par Roger Planchon pour le rôle de Frosine dans l'Avare, Annie Girardot, réconciliée avec le théâtre et le public, sera la partenaire d'Odette Joyeux, que l'on n'avait pas vue au théâtre depuis presque trente ans pour la dernière pièce de Christian Gaudicelli, dont le roman Station balnéaire a reçu l'an passé le prix Renaudot. Une vœuve forte en goût et une institutrice à la retraite se rebellent contre le désespoir de la vieillesse et retrouvent leur Première jeunesse.

Un Jardin en désordre, d'Alan Ayckbourn. A partir du 25 septembre. Théâtre de la Renaissance. Tél. : 42-08-18-30.

Première jeunesse, de Christian Gaudicelli. Mise en scène de Jean-Marc Grangier. A partir du 25 septembre. Théâtre La Bruyère. Tél. : 48-74-76-99.



Delphine et Colette Seyrig dans Letter's Home



Odette Joyeux



Annie Girardot

PARIS : MARGHERITA PATHE - GEORGE V - PARAMOUNT Opéra - REX FORUM Les Halles - CLICHY PATHE - UGC Gare de Lyon - Montparnasse PATHE GALAXIE - METRAL - GAUMONT Convention - CONVENTION Saint-Charles

PEPÉRIE : Versailles CYRANO - Boulogne GAIMONT-Oscar La Défense 4 TEMPS - Argenteuil ALPHA - COLOSSEUM CLUB - Orsay Les Ulis

Boulogne LES FLAMANDS - Cergy LES TRITONS - Pantin Carrefour - Vity 3 ROSEPERRE - Thiais PATHE Belle-Epine.

Advertisement for the play 'Funny Boy' featuring Valérie Mairesse, Gérard Lecallion, and Anais Jeanneret. The ad includes a large image of the cast and text listing the cast members and production details.

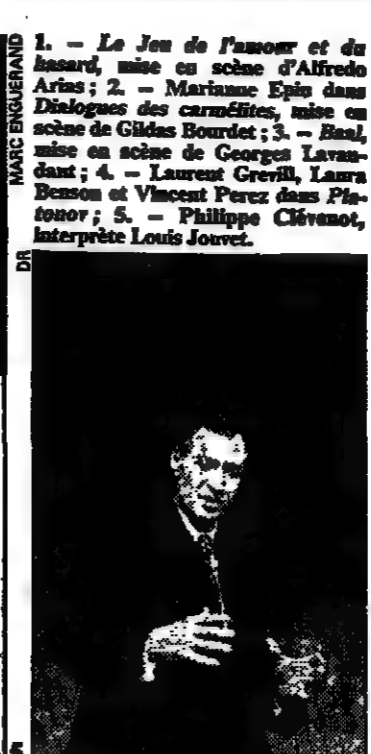


Various small advertisements and notices on the right side of the page, including mentions of 'premières', 'Le Jeu de l'Amour et du Hasard', 'Les Petits Pas', and 'Travaux d'acteurs de l'école des Amandiers de Nanterre'.

Handwritten text at the bottom of the page, possibly a signature or note.

THÉÂTRE

premiers rendez-vous



1. - Le Jeu de l'amour et du hasard, mise en scène d'Alfredo Arias; 2. - Marianne Epia dans Dialogues des carmélites, mise en scène de Gilles Bourdet; 3. - Baal, mise en scène de Georges Lavaursant; 4. - Laurent Grevill, Laura Benson et Vincent Perez dans Platonov; 5. - Philippe Clévenot, interprète Louis Jouré.

Théâtre du Soleil

C'est au début de l'été d'octobre que le Théâtre du Soleil ouvre un Cartouche, avec son nouveau spectacle *l'Iliade ou l'Iliade de leurs rêves*, d'Henri Racine.

Depuis longtemps, Hélène Clouzot et Ariane Mnouchkine se sont livrées à un travail sur ce fabuleux continent. Mais chez elles, il ne s'agit pas du Mahabharata. Ce n'est pas dans les fastes d'une culture prestigieuse de l'Inde qu'elles vont chercher le théâtre. Mais une

Cette création a été réalisée par Colette Godard, Olivier Schmitt et Odile Quirot.

Nos espoirs

Baal et Dans la jungle des villes

Après *Maitre Puntila et son valet Matti*, Georges Lavaursant visite à nouveau Bertolt Brecht pour deux œuvres de jeunesse, hantées par l'ombre de Rimbaud. Il signe deux spectacles forains et violents, poétiques et sauvages, servis par l'épaisseur et le lyrisme d'André Marcon.

* *Baal et Dans la jungle des villes*. Avec André Marcon et François Martheoret. Du 2 octobre au 18 novembre (en alternance). Théâtre de la Ville. Tél. : 42-74-22-77.

Elvire Jouvét 40

Son interprétation du rôle du maître Louis Jouvét a valu à Philippe Clévenot le meilleur du meilleur acteur de l'année. Ce n'est que justice pour ce comédien exceptionnel, qui trouve là un rôle à sa mesure. La reprise du spectacle à Paris, après une tournée en France et en Amérique latine, est une chance à ne pas rater.

* *Elvire Jouvét 40*. Mise en scène de Brigitte Jacques. Du 20 octobre au 5 décembre. Théâtre de l'Athénée. Tél. : 47-42-67-27.

Les Petits Pas

Encore une reprise de qualité : l'avant-dernier spectacle de Jérôme Deschamps avec ses comédiens rejoints par de vieux, parfois très vieux, professionnels du spectacle, pour une comédie amère, drôle, bouleversante.

* *Les Petits Pas*. Mise en scène de Jérôme Deschamps. Du 26 novembre au 23 décembre. Théâtre des Bouffes-du-Nord. Tél. : 42-39-34-50.

Travaux d'acteurs de l'école des Amandiers de Nanterre

Après deux années de travail, les dix-neuf comédiens comédiennes de l'école des Amandiers présentent trois spectacles en alternance : *Platonov*, de

Tchékhov, mis en scène par Patrice Chéreau, qui a révélé les talents de Laurent Grevill et Laura Benson, *Préludes* et *Catherine de Belflor*, de Kleist, mis en scène par le directeur de l'école, Pierre Romans, où l'on a remarqué Marianne Cuan, Catherine Bidant, Aurélie Dossan et Vincent Perez. Trois des beaux moments du dernier Festival d'Avignon.

* *Travaux d'acteurs de Nanterre*. En alternance du 18 septembre au 31 octobre. Théâtre des Amandiers. Tél. : 47-21-18-81.

Le Jeu de l'amour et du hasard

Une délicieuse miniature croquée par Alfredo Arias et sa ménagerie de singes, chimpanzés, oranges-outangs. Démangeaisons de l'amour, démanégeons tout court. Mariages sucrés et pervers.

* *Le Jeu de l'amour et du hasard*. Avec Martin Marini et Fausto Bo. A partir du 11 septembre pour 50 représentations. Théâtre Edouard VII. Tél. : 47-42-57-49.

L'Eloignement

Un nouveau rôle sur mesure pour la nouvelle élite des planches de l'écran Pierre Arditi qui interprète aux côtés de Macha Méril la dernière pièce de Lofch Bellon.

* *L'Eloignement*. Mise en scène de Bernard Murat. A partir du 12 septembre. Théâtre de la Gaîté-Montparnasse. Tél. : 43-22-16-18.

Hello and goodbye

Deux jeunes comédiens que l'on aime beaucoup, Myriam Boyer et Jacques Bonnaffé, unis pour interpréter la dernière pièce du Sud-Africain Athol Fugard, adaptée par Pierre Laville.

* *Hello and goodbye*. Mise en scène de John Berry. Du 23 septembre au 14 novembre. Nouveau Théâtre Montferrand. Tél. : 43-31-11-99.

Dialogues des carmélites

C'est l'année Bernanos. Après Maurice Fialat (*Sous le soleil de Satan*) et Thierry Fontaine (*lire l'encadré "Et toujours"*), Gilles Bourdet met en scène les carmélites françaises.

Etrange fascination entre le moteur en scène, il peine sorti du bar glauque des *Crachats de la lune*, et l'énigme de la fol. Plus qu'à l'héroïsme, Bourdet s'attache à décrire la peur de Blanche (Marianne Epia) sur fond de Révolution française.

Et toujours

Christophe Lambert, adaptation de Jean-Paul Sartre. Mise en scène de Jean-Paul Lambert. Avec Jean-Paul Lambert. Théâtre Marigny. Tél. : 42-56-04-41.

Double môme, de Ray Cooney. Mise en scène de Pierre Mondy. Avec Christian Clavier et Marie-Anne Chazel. Théâtre de la Michodière. Tél. : 47-42-95-22.

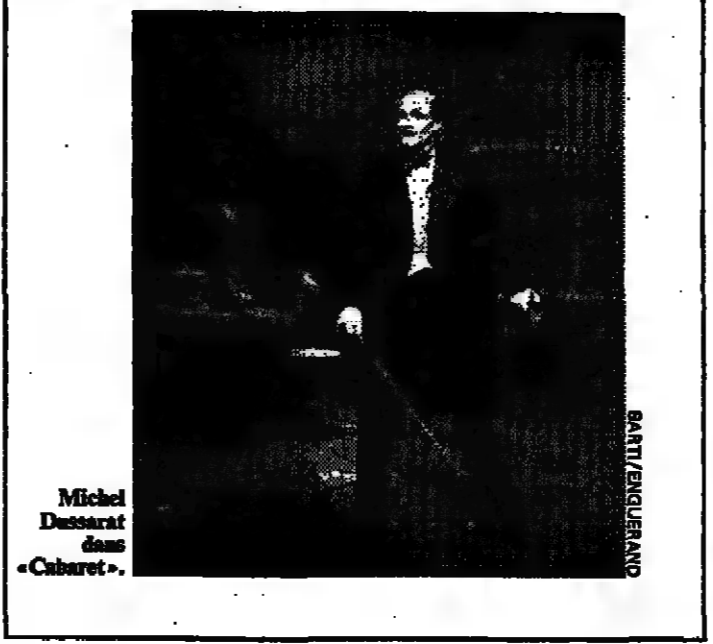
Le Journal d'un homme de lettres, de Georges Bernanos. Mise en scène de Pierre Bourgeat avec Thierry Fort-

neuf. Théâtre de la Michodière. Tél. : 42-61-44-16.

Mais j'ai toujours aimé, adaptation de Jean-Paul Sartre. Mise en scène de Jean-Paul Lambert. Avec Jean-Paul Lambert. Théâtre Marigny. Tél. : 42-56-04-41.

Léopold III bien-aimé, de Georges Wilson. Avec Suzanne Flon et Jacques Dufré. A partir du 18 septembre. Théâtre de l'Œuvre. Tél. : 48-74-42-52.

La Vie offerte, spectacle poétique. Avec Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault. A partir du 15 septembre. Théâtre du Rond-Point. Tél. : 42-56-70-80.



Michel Descazes dans «Cabaret».

DOLBY stéréo dans les salles équipées
VO : PUBLICS Champs-Élysées - MARIGNAN - KINOPANORAMA HAUTEFILLE
PUBLICS Saint-Germain - FORUM HORIZON - LES MALLOTS
VF : PARAMOUNT Opéra - REX - IMPÉRIAL Saint-Lazare
PARISIEN Montparnasse - PATHE Bretegnolle - GAUMONT Alésia
GAUMONT Convention - FAUVETTE Gobelins - RATON-GARIBETTA
UGC Lyon Bastille - 3 SECRÉTAIRES - WEPLER - CONVENTION Saint-Charles
PÉRIPHÉRIES : Versailles CYRANO - Paris 2 STUDIO - Saint-Germain CCL
Polexy REX - Bastille ARTEL - Thiais BELLE-ÉPINE - Champigny PATHE
Argenteuil ALPHA - Gagny FRANÇAIS - Villetaneuse LES LILAS
La Défense 4 TEMPS - Neuilly VILLAGE - Ivry GAUMONT
Boulogne GAUMONT QUEST - Aubervilliers TRICYCLE - Vincennes 3 VINCENNES
Viry ROUESPIERRE - Palaiseau LES 4 CHAMPS - Fite Aden CONTI
Bonneuil DALTON - Roissy-sous-Bois ARTEL - Créteil ARTEL
Maison-Lafayette ARTEL - Sarcelles PLANADE
Aulnay-sous-Bois PASTOR - Roissy-Saint-André BUXY - Pantin CARREFOUR
Nogent ARTEL - Viry-Châtillon CALYPOO
Sainte-Geneviève-des-Bois LES 4 PERRAY - Corbeil ARCEL - La Varenne VANIMEX

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

FROMMAGE A CHRISTIAN DIOR, 1947-1957. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-16).

SAUF DIMANCHE ET LUNDI, DE 11 H À 19 H. Jusqu'au 6 septembre.

LABERGE-INNOPOLE. La Centre régional d'art contemporain. Jusqu'au 6 septembre.

LACHASSAGNE LYON-JAPON. La Centre d'art. Jusqu'au 21 septembre.

LE REVERI. Centre d'art contemporain des Pays de la Loire. Jusqu'au 30 août.

LA ROCHE-SUR-YON. 1968-1978. 28 œuvres de musée de Saint-Etienne. Musée municipal, rue Jean-Venre (51-02-54-23). Jusqu'au 31 août.

LA ROCHE-SUR-YON. Musée de la Roche-sur-Yon. Jusqu'au 31 août.

Musées

LE TROISIEME CIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies au relief. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier 1988.

LES PRIMITIFS ITALIENS DU MUSÉE FRESCHI D'AIACCO. Jusqu'au 5 octobre. ORNAMENTISME DU XV AU XVIII SIECLE. Gravures et dessins de la collection Edmond de Rothschild.

LES SABLES-D'OLONNE. Musée municipal, rue Jean-Venre (51-02-54-23). Jusqu'au 27 septembre.

LYON. Musée de la Ville de Lyon. Jusqu'au 15 septembre.

MAISON DE LA CULTURE. 4, rue Saint-Jean-de-Perce (46-50-57-57). Jusqu'au 20 septembre.

MAISON DE LA CULTURE. 4, rue Saint-Jean-de-Perce (46-50-57-57). Jusqu'au 20 septembre.

MAISON DE LA CULTURE. 4, rue Saint-Jean-de-Perce (46-50-57-57). Jusqu'au 20 septembre.

MAISON DE LA CULTURE. 4, rue Saint-Jean-de-Perce (46-50-57-57). Jusqu'au 20 septembre.

Centres culturels

CORREY PAIR. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon. Sauf dimanche et lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 7 novembre.

LUCIANO FALCI. Etat ; JOHN ARMEDEO. A.C. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (42-77-12-33). Jusqu'au 23 septembre.

LA MARINE DE 1937 ; OCEANS DES HOMMES. Musée de la marine. Palais de la Marine (42-53-31-70). Sauf mardi et mercredi, de 10 h à 18 h.

MAISON DE LA CULTURE. 4, rue Saint-Jean-de-Perce (46-50-57-57). Jusqu'au 20 septembre.

MAISON DE LA CULTURE. 4, rue Saint-Jean-de-Perce (46-50-57-57). Jusqu'au 20 septembre.

MAISON DE LA CULTURE. 4, rue Saint-Jean-de-Perce (46-50-57-57). Jusqu'au 20 septembre.

MAISON DE LA CULTURE. 4, rue Saint-Jean-de-Perce (46-50-57-57). Jusqu'au 20 septembre.

MAISON DE LA CULTURE. 4, rue Saint-Jean-de-Perce (46-50-57-57). Jusqu'au 20 septembre.

VOTRE TABLE CE SOIR. Diners, Rive Droite, Terrasses - Plein Air, La Tour d'Argent. Ambiance musicale à l'Orchestre - F.M.E. à prix moyen de repas - J.L. ouvert jusqu'à... heures.

FESTIVALS

Festival festival de Paris (08-04-98-01). Festival de la musique de chambre (08-04-98-01).

Franche-Comté

MESANCON. Festival (01-44-00-66). Orchestre national de France, dir. L. Mazaud (Ravel, Gounod, Liszt).

Languedoc-Roussillon

LAMALOU-LES-BAINS. Festival d'opéra (01-95-61-35). Théâtre du casino, les 28, 29, 30 à 21 h ; Centre Jouy à Paris (P. Lopez).

Limousin

SAINT-PIERRE-DE-FURSAC. Eglise le 1er à 21 h ; M. Mouton (Gounod, Liszt, Hahn, Schubert, Poulenc).

Normandie

SAINT-PIERRE-DE-VAUVRAY. Mesite d'André (32-59-90-89), le 29 à 20 h 30 ; H. Carlier-Brosson (Beethoven, Liszt, Brahms, Bartok).

LA TOUR D'ARGENT. NOUVEAU DECOR. VUE PANORAMIQUE - TERRASSE. Pâtisseries et plats traditionnels. BANC D'OUTREMER TOUTE L'ANNEE. Tous les jours de 11 h 30 à 2 heures du matin, 6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

Le. Tout les jours de 11 h 30 à 2 heures du matin, 6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de 16 ans, (**) aux moins de 18 ans.

La Cinémathèque

CHARLOT (47-64-34-36)

MERCREDI 26 AOUT
Hommage à E. von Stroheim : 16 h, Le Comte Sarrasin de G. Serrano; 19 h, The Lady and the Monster, de G. Serrano; 21 h, La Vallée, de Robert Siodmak.

JEUDI 27 AOUT
Hommage à E. von Stroheim : 16 h, Temple sur l'Atlantique, de G. Serrano; 19 h, The Lady and the Monster, de G. Serrano; 21 h, La Vallée, de Robert Siodmak.

VENDREDI 28 AOUT
Hommage à E. von Stroheim : 16 h, Le Comte Sarrasin de G. Serrano; 19 h, The Lady and the Monster, de G. Serrano; 21 h, La Vallée, de Robert Siodmak.

SAMEDI 29 AOUT
Hommage à E. von Stroheim : 15 h, On ne meurt pas comme ça; 17 h, La Danse du mort; Hommage à Robert Siodmak; 19 h, La Vallée, de Robert Siodmak; 21 h, La Vallée, de Robert Siodmak.

DIMANCHE 30 AOUT
Hommage à E. von Stroheim : 15 h, Le Signal rouge, de E. Neuhäuser; 17 h, Portrait d'un assassin, de E. Neuhäuser; Hommage à Robert Siodmak; 19 h, La Vallée, de Robert Siodmak; 21 h, La Vallée, de Robert Siodmak.

LUNDI 31 AOUT
Hommage à Robert Siodmak. En avant-première et en présence de l'auteur : 20 h 30, Barfly (v.o.a.l.).

MARDI 1er SEPTEMBRE
Hommage à E. von Stroheim : 16 h, Le Boulevard du crépuscule, de E. von Stroheim; 19 h, L'Événement, de E. von Stroheim; 21 h, La Vallée, de Robert Siodmak.

JEUDI 27 AOUT
15 h, Cap au large, de J.-P. Puaux; 17 h, L'Amant, de Chris Marker (1^{re} partie); 19 h, L'Amant, de Chris Marker (2^e partie).

VENDREDI 28 AOUT
15 h, L'ami Fritz, de J. de Berronville; 17 h, Don't look back, de D. A. Pennebaker (v.a.); 19 h, Ref., de C. Farnès.

SAMEDI 29 AOUT
15 h, Trois témoins, de H. Dancin; 17 h, Les Hommes de la Forêt, de M. L. Lefebvre (A.F.); 19 h, Finalement un cheval, de F. Arrabal; 21 h, Que viens-tu à la nuit, de O. Préminger (v.o.a.l.).

DIMANCHE 30 AOUT
15 h, Les Indes d'aujourd'hui, de A. Cayatte; 17 h, Good Times Wonderful Times, de L. Rapoport (v.a.); 19 h, L'Épave, de M. Pielat; 21 h, Jours matrimoniaux, de A. Hitchcock (v.a.).

LUNDI 31 AOUT
15 h, Enfants de Paris, de G. Roudot; 17 h, Mémoires d'un marin, de T. Tournier; 19 h, Le Jardin, de G. Gordin.

MARDI 1er SEPTEMBRE
Régatta.

Les exclusivités

AFTER HOUSE (A, v.a.) : Cinéma Saint-Omer, 6 (43-33-10-82).

AGENT TROUBLE (Fr.) : Gaumont Paris, 11 (42-25-21-32); Rex, 2 (42-25-39-32); Saint-André-des-Arts, 6 (43-33-48-18); Gaumont Collège, 6 (43-33-48-18); George V, 9 (43-33-48-18); Saint-Lazare Français, 6 (43-33-48-18); Français, 6 (43-33-48-18); 14-Juillet Bastille, 11 (43-33-48-18); Fenêtre, 19 (43-33-48-18); Gaumont Média, 14 (43-33-48-18); Métropole, 14 (43-33-48-18); 7-Permanence, 14 (43-33-48-18); 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (43-33-48-18); Gaumont Convention, 19 (43-33-48-18); Rex, 17 (43-33-48-18); Pathé Wexler, 19 (43-33-48-18); Gambetta, 20 (43-33-48-18).

ALANTIK (Ind. v.a.) : République Cinéma, 11 (43-33-48-18); République Cinéma, 11 (43-33-48-18).

ALEXIS (Ind. v.a.) : République Cinéma, 11 (43-33-48-18); République Cinéma, 11 (43-33-48-18).

ANGEL HEART (*) (A, v.a.) : Gaumont Paris, 11 (42-25-21-32); Ambassade, 6 (43-33-48-18); République Cinéma, 11 (43-33-48-18); République Cinéma, 11 (43-33-48-18).

L'APICULTEUR (Fr.-Gr. v.a.) : 14-Juillet Paris, 6 (43-33-48-18); 14-Juillet Paris, 6 (43-33-48-18).

L'ARME FATALE (A, v.a.) (*) (v.a.) : Forum Horizon, 11 (42-25-21-32); Odeon, 6 (43-33-48-18); Marignan, 6 (43-33-48-18); Normandie, 6 (43-33-48-18); UGC Montparnasse, 6 (43-33-48-18); UGC Convention, 19 (43-33-48-18); Métropole, 14 (43-33-48-18); Montparnasse Paris, 19 (43-33-48-18); UGC Convention, 19 (43-33-48-18); UGC Convention, 19 (43-33-48-18).

ASSOCIATION DE MALFAITEURS (Fr.) : George V, 9 (43-33-48-18); George V, 9 (43-33-48-18).

ATTENTION BANDETS (Fr.) : Forum Orient Express, 11 (42-25-21-32); Forum Orient Express, 11 (42-25-21-32).

AUTOUR DE MINUIT (A, v.a.) : Théâtre, 9 (42-25-21-32); Théâtre, 9 (42-25-21-32).

BASE D'ENQUETE (Fr. v.a.) : Napoléon, 17 (42-67-63-42); Napoléon, 17 (42-67-63-42).

BEYOND THERAPY (Bel. v.a.) : Forum Orient Express, 11 (42-25-21-32); UGC Odeon, 6 (43-33-48-18); UGC Odeon, 6 (43-33-48-18).

BIRDY (A, v.a.) : Lorraine, 6 (45-44-57-34); Lorraine, 6 (45-44-57-34).

BLUESY DREAM (A, v.a.) : Lorraine, 6 (45-44-57-34); Lorraine, 6 (45-44-57-34).

LA BONNE (*) (It.) : Forum Orient Express, 11 (42-25-21-32); George V, 9 (43-33-48-18); 7-Permanence, 14 (43-33-48-18); Métropole, 14 (43-33-48-18).

BRAZIL (Br. v.a.) : Saint-Lambert, 19 (45-32-91-68); République Cinéma, 11 (43-33-48-18); République Cinéma, 11 (43-33-48-18).

LA BRUTE (Fr.) : George V, 9 (43-33-48-18); George V, 9 (43-33-48-18).

BUSNON ARDENT (Fr.) : Studio 43, 9 (43-33-48-18); Studio 43, 9 (43-33-48-18).

CHAMBRE AVEC VUE (Bel. v.a.) : 14-Juillet Odeon, 6 (43-33-48-18); République Cinéma, 11 (43-33-48-18); République Cinéma, 11 (43-33-48-18).

LA CHAMBRE DE MARIAGE (Tun. v.a.) : Reflet Média, 5 (43-33-48-18); Reflet Média, 5 (43-33-48-18).

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20
Pour renseignements
l'ensemble des programmes ou des salles
Ide 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés
Réservation et prix préférentiels avec le Carte Club

LES FILMS NOUVEAUX
EXAMEN DE BIEN AMER (Fr. v.a.) : Gaumont Paris, 11 (42-25-21-32); République Cinéma, 11 (43-33-48-18); République Cinéma, 11 (43-33-48-18).

LE MONDE DISTRICT (Fr.) : Paris, 14 (43-30-30-19); Paris, 14 (43-30-30-19).

LE MONDE DISTRICT (Fr.) : Paris, 14 (43-30-30-19); Paris, 14 (43-30-30-19).

LE MONDE DISTRICT (Fr.) : Paris, 14 (43-30-30-19); Paris, 14 (43-30-30-19).

RAUDY DAYS (A, v.a.) : Gaumont Odeon, 6 (43-33-48-18); Gaumont Odeon, 6 (43-33-48-18).

RAUDY DAYS (A, v.a.) : Gaumont Odeon, 6 (43-33-48-18); Gaumont Odeon, 6 (43-33-48-18).

RAUDY DAYS (A, v.a.) : Gaumont Odeon, 6 (43-33-48-18); Gaumont Odeon, 6 (43-33-48-18).

RAUDY DAYS (A, v.a.) : Gaumont Odeon, 6 (43-33-48-18); Gaumont Odeon, 6 (43-33-48-18).

MARIGNAN PATHE - 3 BALZAC - FRANCAIS PATHE CLICHY PATHE - FAUVETTE - HAUTEFEUILLE PATHE PARNASSIENS - MAYFAIR PATHE - MAILLOT NATION - GAUMONT HALLES - ST-GERMAIN DES PRES GAUMONT PARNASSE - GAUMONT CONVENTION

Eric Rohmer COMÉDIES ET PROVERBES
L'AMI DE MON AMIE



EMMANUELLE CHAULET
SOPHIE RENOU
ANNE-LAURE MEURY
FRANÇOIS-ERIC GENDRON
ERIC VIELLAND
MONTAGE: MARIE-LUISA GARCIA

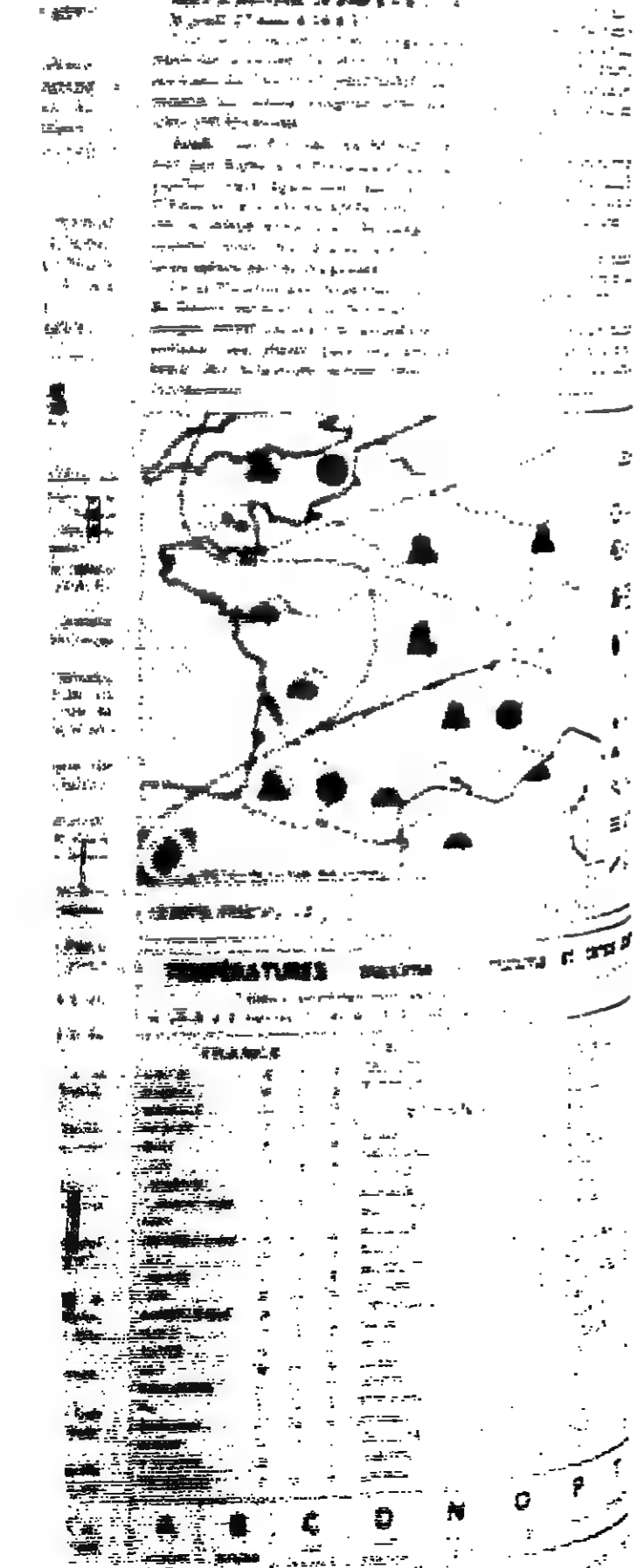
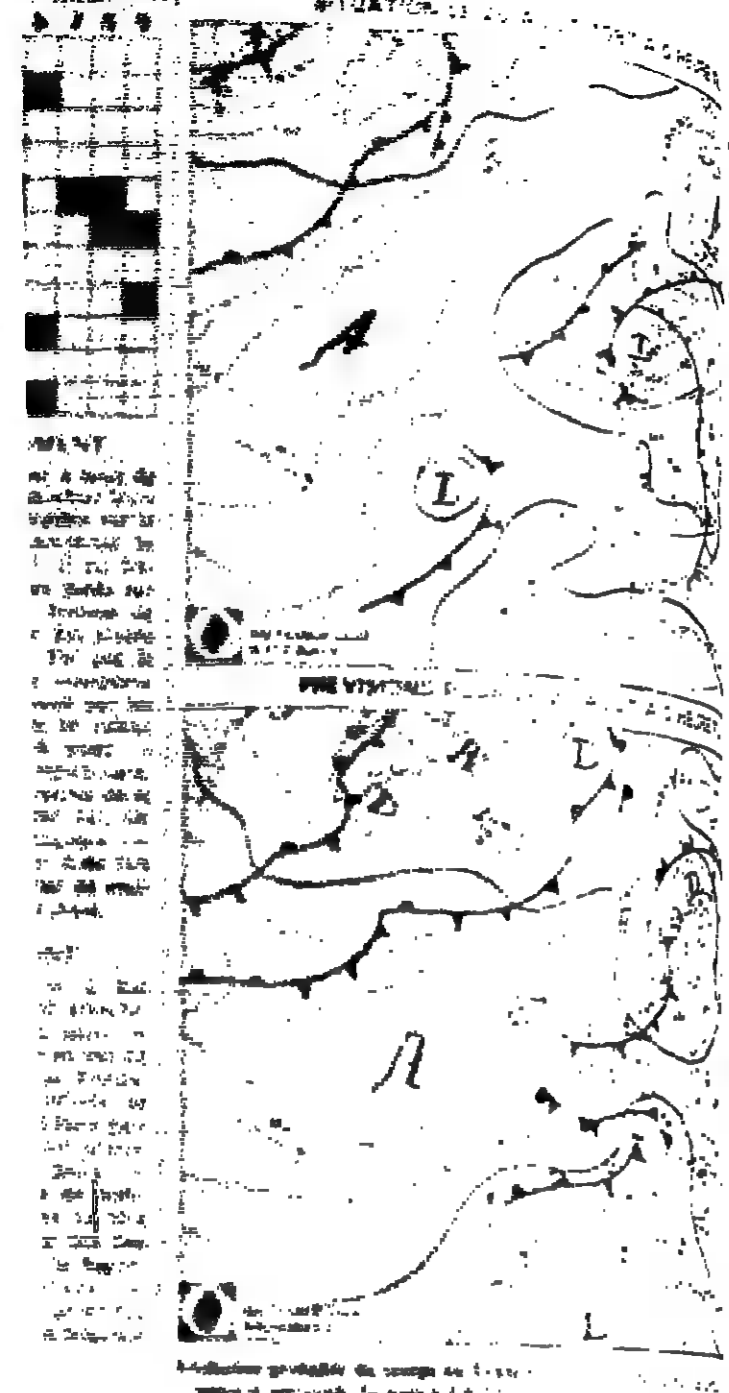
HORS COMPÉTITION
OUVERTURE
FESTIVAL DE VENISE 1987
SELECTION OFFICIELLE
FESTIVAL DE MONTREAL 1987

Le Monde sur minitel
CINEMA PARIS-PROVINCE
Tous les programmes. Toutes les salles. Tous les horaires.
36.15 TAPÉZ LEMONDE

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-01-82, poste 4356

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE



Sciences

L'exploration du « Titanic » provoque l'indignation vertueuse des Américains

NEW-YORK de notre correspondant
Les responsables français et américains de l'expédition du Titanic ont tenu une conférence de presse, le mardi 25 août, à New-York.

Dans un pays où le profit, honnête ou douteux, est le moteur absolu de la vie de tous les jours, il était piquant d'entendre les témoins des grands médias entonner la vertueuse chanson de la « paix perturbée des pannes dans le Titanic ».

Refusant obstinément de communiquer le moindre détail sur le financement de l'opération, M. Slavitt a simplement indiqué que les investisseurs étaient « américains, canadiens et suédois ».

Les chaînes de télévision américaines diffusent à répétition des déclarations de l'une des six survivantes de la catastrophe encore en vie : M^{me} Eva Hart, âgée de quatre-vingt-deux ans, affirme que...

FAITS DIVERS

Vingt-cinq pompiers blessés 1 500 hectares et vingt maisons brûlés dans l'Estérel

Un violent incendie a éclaté, le mardi 25 août, le massif de l'Estérel, aux confins du Var et des Alpes-Maritimes. Selon un premier bilan, vingt-cinq sapeurs-pompiers ont été intoxiqués ou blessés, dont sept sérieusement atteints.

CANNES de notre correspondant régional

Une véritable tornade de feu. D'est en ouest, des arrières de Saint-Raphaël jusqu'à Tréport, il y a eu un incendie qui a duré plusieurs heures sans que rien puisse l'arrêter.

L'après-midi, il franchissait toutes les lignes de défense tenues par les sapeurs-pompiers au sol, tandis que les bombardiers d'eau...

L'Académie des sciences américaine se prononce contre une réglementation trop stricte des manipulations génétiques

L'Académie des sciences américaine vient d'apporter un nouvel élément à la réglementation sur les manipulations génétiques.

On rappelle aussi qu'une équipe d'explorateurs privés américains revend actuellement des objets provenant de navires retrouvés au large de la Caroline du Nord, sans provoquer le moindre scandale.

Mais conscients du fait que « la biotechnologie est une technique-clé pour l'avenir des États-Unis », les auteurs du rapport estiment que, si la future législation doit avoir la « sagesse » de protéger le public, elle doit aussi préserver la compétitivité économique du pays.

SPORTS

Les champions du monde de cyclisme sur piste

Aux championnats du monde sur piste, qui ont débuté le mardi 25 août à Vienne, la surprise est venue de l'Australien Martin Vinicioombe, qui a remporté, en 1 min 3 s 17, l'épreuve inaugurale du kilomètre départ arrêté.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 26 août : DES ARRÊTÉS Du 11 août 1987 fixant pour l'année 1986 les taux de calcul du soutien financier alloué aux entreprises de production d'œuvres cinématographiques.

UNE LISTE

Des fréquences pour la radio-diffusion sonore en modulation de fréquence en région parisienne pouvant être attribuées au vu des déclarations de candidatures enregistrées après un appel de candidatures pour l'exploitation de services de radio-diffusion.

DECES

Tarbes, Vidouze. Amette Chollet, née Durand et Jacqueline Chollet, leurs enfants et petits-enfants, Catherine et Didier Jobart et leurs enfants.

Médecine

La prévention du SIDA

Les Soviétiques décrètent le dépistage obligatoire et des peines de prison

Le présidium du Soviet suprême de l'URSS a adopté, mardi 23 août, un décret sur les mesures de prévention de la contagion par le virus du SIDA.

Une décision surprenante

Les Médias des autorités soviétiques approuvent pour le moment la décision prise par le Soviet suprême de l'URSS.

EN BREF

Fuite radioactive à la centrale de Dampierre-en-Burly. La tranche n° 4 de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly (Loiret) a été volontairement arrêtée.

Le Carnet du Monde

Anniversaires: M. Bernard LAILLE, M. et M^{me} Philippe Foirien et leurs enfants. Décès: M^{me} Bernard LAILLE, M. et M^{me} Ebert et leurs enfants. M. Bernard LAILLE, M. et M^{me} Ebert et leurs enfants.

Une chance du service public

Le directeur de la radio publique M. Roland Faure

Le directeur de la radio publique M. Roland Faure... Le directeur de la radio publique M. Roland Faure...

Tensions entre la presse et les partis politiques

Tensions entre la presse et les partis politiques... Tensions entre la presse et les partis politiques...

Le Monde Immobilier LEMONDE

Succès des mesures prises en faveur des jeunes

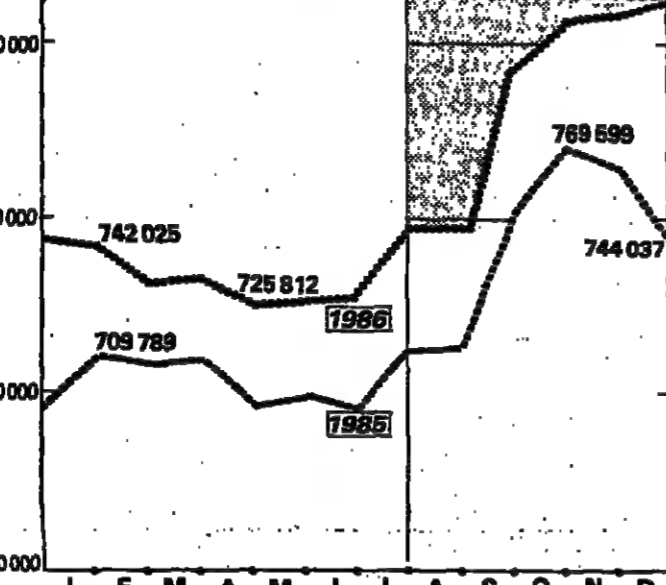
Le chômage continue de diminuer en France

En juillet, le chômage a baissé en France de 0,3% en données corrigées. Selon les statistiques publiées le 25 août par le ministère des affaires sociales, il y avait 2 638 100 demandeurs d'emploi à la fin de mois dernier, soit 7 300 de moins qu'en juin.

En données brutes, l'augmentation saisonnière due à l'arrivée des jeunes sur le marché du travail a été relativement constante. On comptait 2 487 500 chômeurs inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), soit 28 000 de plus que le mois précédent (+ 1,2%). Sur un an, un léger ralentissement du rythme a été enregistré. La progression est ramené à 3,8% et il y a 100 000 emplois supplémentaires. Comme le mois précédent, le taux de chômage s'établit à 11% de la population active, d'après les estimations de l'INSEE.

Cette très légère baisse des chiffres du chômage n'était pas prévue, puisque M. Philippe Ségalin, ministre des affaires sociales, le mois dernier, avait déclaré s'attendre « à quelques difficultés en juillet et août », les « moyens d'intervention étant limités » pendant l'été. La machine du traitement social, lancée depuis le printemps, continue de produire ses effets. Les quatre derniers mois ont permis de rogner pro-

Nombre de chômeurs de longue durée (plus d'un an d'ancienneté), en données brutes



gressivement le retard accumulé au premier trimestre s'ils n'ont pas réduit l'écart créé pendant l'année 1986. Désormais, à moins d'accrocs, la dégradation s'infléchit grâce au dispositif prévu pour la rentrée (le 15 août du 20 août).

La baisse du chômage en juillet s'explique largement par les bons résultats obtenus grâce aux mesures prises en faveur des jeunes, et notamment ceux qui sortaient de leur scolarité. Les « premières entrées » sur le marché du travail sont en recul de 15,8% par rapport à l'année dernière. Le plan pour l'emploi des jeunes, au moment mis en œuvre, a permis de réduire de 40% le nombre de jeunes chômeurs de longue durée. Les contrats d'adaptation et les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), notamment, ont doublé leurs effectifs en un seul mois, en comparaison de l'an passé.

Le projet de déréglementation des télécommunications transmis à la CNCL

La Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) devra, d'ici au 15 septembre, émettre un avis sur le projet d'introduction de la concurrence dans les télécommunications (le Monde du 3 juillet).

Ce document en 19 articles, co-signé par MM. Alain Madelin, ministre de l'Industrie et des P et T, et Gérard Longuet, ministre délégué aux P et T, en date du 7 août, définit les grandes lignes de la future organisation des télécommunications et notamment le statut de la direction générale des télécommunications qui devrait évoluer vers plus d'autonomie. Il s'agit, précise le ministre, de l'« armature » du projet de loi qui doit être examiné au Parlement à l'automne.

Pour la CGT, la démarche du ministre vise à « couler le statut actuel des P et T, privatiser le secteur public des postes et télécommunications, briser les garanties statutaires du personnel ». Elle a donc décidé d'organiser « une grande consultation démocratique pour une grève de vingt-quatre heures le 10 octobre ». Quant à la CFDT, elle rappelle son « opposition à la vente en cause de statut des P et T et celui de son personnel ».

Economie

Trois nominations

M. Jean-Claude Trichet directeur du Trésor

Le conseil des ministres du mercredi 26 août devait nommer M. Jean-Claude Trichet, directeur du cabinet de M. Edouard Balladur, au poste de directeur du Trésor du ministère de l'économie.

Un expert passionné

Nommé, le mercredi 26 août, directeur du Trésor, M. Jean-Claude Trichet, quarante-quatre ans, est actuellement en Argentine. En congé, étudiant, ce Lyonnais, qui apprécie les grands débats d'idées, est un homme de passions. La dette des pays pauvres est l'une d'elles. Directeur de cabinet de M. Edouard Balladur depuis le 21 mars 1986, il avait tenu à conserver la présidence du Club de Paris, cet organisme informel où les créanciers s'efforcent d'alléger les difficultés que rencontrent certains pays du tiers-monde. Ses vacances, donc, il les passe à approfondir la connaissance de ces nations et... éventuellement à poursuivre les négociations en cours.

Dans les couloirs de la Rue de Rivoli, la nomination de M. Trichet à la tête de cette direction stratégique (de trois cents personnes seulement) est unanimement appréciée. Elle est

Trois nominations

M. Charles Croiset directeur du cabinet de M. Balladur

Il est remplacé auprès de M. Balladur par M. Charles Croiset, inspecteur des finances, directeur général du Crédit commercial de France. M. Daniel Lebègue, qui était directeur du Trésor, devient directeur

Un banquier aux finances

International, il est apprécié tant par les représentants des pays riches que par ceux des pays pauvres, renforçant ainsi le poids de Paris dans les grandes négociations internationales. Son accession à la présidence du Club de Paris en 1985 traduit cette position-clé occupée par la France. Opposé à un ultra-libéralisme incompatible à ses yeux avec la culture française, il est en parfaite symbiose avec M. Balladur, qui lui propose, en mars 1986, la direction de son cabinet. Il l'assure, là encore, avec passion. Courtois et à l'écoute de tous ses interlocuteurs, il défend bec et ongles tous les aspects de la politique économique menée depuis dix-huit mois.

Avec sa nomination, l'inspection des finances récupère l'un des bastions qu'elle avait perdus en 1982 - avec l'arrivée de M. Michel Cam-

M. Daniel Lebègue, directeur général de la BNP

Un réformateur pragmatique

Depuis l'arrivée de M. Balladur rue de Rivoli, le réformateur, toujours reconnu, M. Daniel Lebègue a démissionné. Ancien conseiller économique de M. Pierre Mauroy à Matignon (il fut l'un des pères de la « rigueur »), nommé directeur du Trésor par M. Jacques Delors le 2 août 1984 et au service de M. Pierre Bérégovoy jusqu'en mars 1986, M. Lebègue a pourtant tenu à démissionner de son poste. Un poste hautement stratégique. La ministre libérale et M. Lebègue ont apprécié à sa juste valeur... et à s'apprécier. Entre les deux hommes, la confiance était devenue totale. C'est que M. Lebègue est avant tout, même si la formule apparaît quelque peu démodée, un grand serviteur de l'Etat.

Lyonnais (il a fait Sciences-Po dans la capitale rhodanienne) et ancien directeur du Trésor, il fut, à son retour au Trésor, réformateur pragmatique, il a, de ce fait, profondément bouleversé le paysage financier de l'Hexagone et ceci sans provoquer de traumatismes. Sous la direction d'abord de M. Pierre Bérégovoy - et non sans quelques petits accrochages - puis de M. Edouard Balladur, il a engagé, en recherchant

M. Charles Croiset directeur du cabinet de M. Balladur

Un banquier aux finances

Pour la première fois sans doute, un « homme d'entreprise » va diriger le cabinet du ministre de l'économie. M. Edouard Balladur a en effet demandé à M. Charles Croiset, directeur général du Crédit commercial de France, d'animer son équipe de conseillers. S'il avait préféré le « monde de l'entreprise », M. de Croiset, âgé de quarante-trois ans, n'en est pas moins un parfait connaisseur de l'administration. Ancien de Sciences-Po, énarque, inspecteur des finances, il a partagé jusqu'à présent ses quatorze années de vie professionnelle à égalité entre le monde du pouvoir et celui des affaires.

Sept ans d'abord dans l'administration. A peine achevées ses tournées de l'inspection, il est appelé, à vingt-neuf ans, à l'Elysée, chez Georges Pompidou, pour y travailler sur les questions économiques. C'est de là que datent ses relations d'amitié avec M. Edouard Balladur, alors secrétaire général de la présidence. Par la suite, il a l'occasion de voyager dans différents cabinets ministériels (ceux de MM. Jean-Pierre Fourcade, à l'économie, et André Giraud, à l'industrie, en particulier).

Sept ans dans la banque ensuite. Entré en 1980 au Crédit commercial de France, alors dirigé par M. Jean-Maxime Lévy, il y fait une carrière fulgurante. Secrétaire général, responsable des affaires internationales, puis des opérations bancaires, il est nommé le 22 juillet dernier - après la privatisation de la banque - directeur général et membre du conseil d'administration du CCF.

Onze mois après sa nomination

M. Maisonrouge quitte la direction générale de l'Industrie

M. Jacques Maisonrouge va quitter la direction générale de l'Industrie (DGI), qu'il occupait depuis onze mois, pour mener une mission sur les Etats-Unis. L'ancien président d'IBM International devait être remplacé, mercredi 26 août au conseil des ministres, par M. Jean-François Saglio, directeur à la société nationale EIF-Aquitaine. M. Maisonrouge, qui devra remettre en février 1988 un rapport sur l'environnement des entreprises et le « conseiller »... C'en était fini des grands plans sectoriels, des sauvegardes des entreprises, de la politique industrielle venue d'en haut.

L'heure était aux actions « horizontales ». M. Madelin lançait donc des missions tous azimuts sur des thèmes aussi variés que la qualité, la sécurité, la normalisation, l'Europe 1992, la reconversion... En bon libéral, M. Madelin se vantait même d'être un ministre « économe », dont le budget baissait.

Des discours à la réalité, une fois encore, il y eut un grand pas. La plus grande partie des forces de M. Maisonrouge a été accaparée par la réforme du ministère de l'Industrie, qui aura demandé... neuf mois ! Cinq des onze grandes directions disparaissent, les directions verti-

Trois nominations

M. Jean-Claude Trichet directeur du Trésor

Le conseil des ministres du mercredi 26 août devait nommer M. Jean-Claude Trichet, directeur du cabinet de M. Edouard Balladur, au poste de directeur du Trésor du ministère de l'économie.

Un expert passionné

Nommé, le mercredi 26 août, directeur du Trésor, M. Jean-Claude Trichet, quarante-quatre ans, est actuellement en Argentine. En congé, étudiant, ce Lyonnais, qui apprécie les grands débats d'idées, est un homme de passions. La dette des pays pauvres est l'une d'elles. Directeur de cabinet de M. Edouard Balladur depuis le 21 mars 1986, il avait tenu à conserver la présidence du Club de Paris, cet organisme informel où les créanciers s'efforcent d'alléger les difficultés que rencontrent certains pays du tiers-monde. Ses vacances, donc, il les passe à approfondir la connaissance de ces nations et... éventuellement à poursuivre les négociations en cours.

Dans les couloirs de la Rue de Rivoli, la nomination de M. Trichet à la tête de cette direction stratégique (de trois cents personnes seulement) est unanimement appréciée. Elle est

M. Daniel Lebègue, directeur général de la BNP

Un réformateur pragmatique

Depuis l'arrivée de M. Balladur rue de Rivoli, le réformateur, toujours reconnu, M. Daniel Lebègue a démissionné. Ancien conseiller économique de M. Pierre Mauroy à Matignon (il fut l'un des pères de la « rigueur »), nommé directeur du Trésor par M. Jacques Delors le 2 août 1984 et au service de M. Pierre Bérégovoy jusqu'en mars 1986, M. Lebègue a pourtant tenu à démissionner de son poste. Un poste hautement stratégique. La ministre libérale et M. Lebègue ont apprécié à sa juste valeur... et à s'apprécier. Entre les deux hommes, la confiance était devenue totale. C'est que M. Lebègue est avant tout, même si la formule apparaît quelque peu démodée, un grand serviteur de l'Etat.

Lyonnais (il a fait Sciences-Po dans la capitale rhodanienne) et ancien directeur du Trésor, il fut, à son retour au Trésor, réformateur pragmatique, il a, de ce fait, profondément bouleversé le paysage financier de l'Hexagone et ceci sans provoquer de traumatismes. Sous la direction d'abord de M. Pierre Bérégovoy - et non sans quelques petits accrochages - puis de M. Edouard Balladur, il a engagé, en recherchant

Pour la première fois sans doute, un « homme d'entreprise » va diriger le cabinet du ministre de l'économie. M. Edouard Balladur a en effet demandé à M. Charles Croiset, directeur général du Crédit commercial de France, d'animer son équipe de conseillers. S'il avait préféré le « monde de l'entreprise », M. de Croiset, âgé de quarante-trois ans, n'en est pas moins un parfait connaisseur de l'administration. Ancien de Sciences-Po, énarque, inspecteur des finances, il a partagé jusqu'à présent ses quatorze années de vie professionnelle à égalité entre le monde du pouvoir et celui des affaires.

Onze mois après sa nomination

M. Maisonrouge quitte la direction générale de l'Industrie

M. Jacques Maisonrouge va quitter la direction générale de l'Industrie (DGI), qu'il occupait depuis onze mois, pour mener une mission sur les Etats-Unis. L'ancien président d'IBM International devait être remplacé, mercredi 26 août au conseil des ministres, par M. Jean-François Saglio, directeur à la société nationale EIF-Aquitaine. M. Maisonrouge, qui devra remettre en février 1988 un rapport sur l'environnement des entreprises et le « conseiller »... C'en était fini des grands plans sectoriels, des sauvegardes des entreprises, de la politique industrielle venue d'en haut.

L'heure était aux actions « horizontales ». M. Madelin lançait donc des missions tous azimuts sur des thèmes aussi variés que la qualité, la sécurité, la normalisation, l'Europe 1992, la reconversion... En bon libéral, M. Madelin se vantait même d'être un ministre « économe », dont le budget baissait.

Des discours à la réalité, une fois encore, il y eut un grand pas. La plus grande partie des forces de M. Maisonrouge a été accaparée par la réforme du ministère de l'Industrie, qui aura demandé... neuf mois ! Cinq des onze grandes directions disparaissent, les directions verti-

caire et exposé ? Il ne reste, après tout, plus que neuf mois avant l'élection présidentielle. « Administrateur du ministre d'Etat », il n'a pu résister à son appel. D'autant plus qu'il adhère totalement à sa politique. Les deux séries d'études qu'il a publiées, avec d'autres, sont consacrées aux deux thèmes favoris de son nouveau patron : « Désinstitutionnalisation : les leçons de l'étranger » et « Réduire l'impôt ».

Et puis, pour sa carrière, le risque qu'il prend est somme toute assez faible. Inspecteur des finances mis en disponibilité, M. de Croiset pourrait sans difficulté retourner dans l'administration. Ce n'est pas son intention. Les dirigeants du CCF lui ont demandé de revenir. C'est, pour moi, comme une année sabbatique », explique-t-il. Sa mission auprès de M. Balladur une fois terminée, il est bien déterminé à y retourner. Ce lieu, même un moment interrompu, avec une banque privée, ne lui pose-t-il pas de problèmes ? « Ma règle de conduite sera de m'abstenir d'intervenir dans toutes les décisions dans lesquelles le CCF sera impliqué », répond-il.

E. I.

Economie



REGARDS SUR L'ÉTRANGER

Pays-Bas : dans la crainte révérencieuse du chômeur...

AMSTERDAM de notre correspondant

L'austère premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, s'est permis un pari...

vement, mais en fait il faudrait y ajouter les quelque 60 000 personnes qui ont atteint l'âge de cinquante-sept ans et six mois...

Un tableau optimiste

Ces « vieux » bien malgré eux ne sont pas inclus dans les statistiques du chômage, pas plus qu'un nombre indéterminé mais sans doute important de femmes qui voudraient travailler mais qui, découragées, renâclent devant les démarches bureaucratiques...

Or, M. Ruud Lubbers s'était, au début de son premier mandat, en 1982, engagé à un autre pari : il donnerait sa démission si le chiffre du chômage devait atteindre un million. C'était à l'époque où ce chiffre augmentait de plus de 10 000 chaque mois...

Grogne mais résignation

Mais, phénomène peut-être typiquement néerlandais, le grogne reste en grande partie confiné dans les enceintes parlementaires, syndicales et, bien sûr, dans les foyers. Ceux qui ont pris des initiatives, comme des « rassemblements de chômeurs », des marches sur La Haye et autres manifestations d'exaspération restent très minoritaires...

Pendant un consensus s'est esquissé ces dernières années sur la nécessité de changer les mœurs dans le domaine du chômage, de faire en sorte que, pour les jeunes diplômés de l'enseignement secondaire, le recours immédiat à l'allocation chômage cesse d'être une fatalité.

L'inapplicable modèle suédois

Une délégation composée de parlementaires et de dirigeants syndicaux et patronaux a récemment visité la Suède, autre État-providence, dont le taux officiel de chômage (1,8 %) suscite l'envie des Néerlandais. Mais les délégués n'ont pas tardé à s'apercevoir que les Suédois sont soumis à des contraintes bien plus sévères que les Néerlandais qui, par exemple, ne se trouvent pas dans l'obligation de participer à des programmes de formation professionnelle sous peine de perdre leur allocation.

Femmes au foyer

Encore les chiffres officiels sont-ils flatteurs, estime-t-on généralement, tandis que M. Lubbers semble avoir mis la barre bien basse en considérant un demi-million de chômeurs comme un demi-succès. Pour rendre la vie mesurée du chômeur aux Pays-Bas est nécessaire de regarder au-delà de cette catégorie officiellement inscrite et d'y inclure tous ceux qui vivent d'allocations chômage non assorties de l'obligation de chercher du travail et ceux qui cherchent une occupation rémunérée sans que cela se fasse dans les instances administratives.

Assai les Néerlandais pensent-ils généralement que les tableaux brossés par le gouvernement pèchent encore par optimisme car ils ignorent des données qui sentent aux yeux.

Pour avoir une idée plus juste des véritables dimensions du chômage aux Pays-Bas, il faudrait ajouter aux 700 000 officiels les 60 000 « vieux » condamnés à l'oisiveté, 100 000 femmes et jeunes dans la zone d'ombre et les quelque 400 000 inadaptes qui brûlent d'envie de s'employer. En tout, cela fait quelque 1,2 million de Néerlandais sur une population de 14,5 millions !

ÉNERGIE

La dégradation du marché pétrolier L'OPEP étudie les moyens d'arrêter la baisse des prix

Inquiets de la dégradation récente du marché et des prix pétroliers (Le Monde du 26 août), les treize pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont décidé de réunir d'urgence, le 7 septembre à Vienne, les deux comités ministériels chargés de surveiller, l'un, les prix, l'autre, les quotas de production (1). L'OPEP étudiera toutes les mesures nécessaires pour arrêter la chute des prix, a assuré le président de l'organisation, M. Riwanu Luckmann, ministre nigérien du pétrole, en annonçant, le mardi 25 août, ces prochaines réunions. Il a reconnu que les treize pays avaient surproduit en juillet et en août, dépassant le plafond qu'ils s'étaient fixé pour le troisième trimestre (16,6 millions de barils/jour), mais il a assuré que ces dépassements

n'exceedaient pas 1,2 million de barils/jour, alors que les milieux pétroliers l'estiment à 3 millions. Le président de l'OPEP n'a pas exclu que l'organisation réunisse ultérieurement une conférence extraordinaire. Selon nos informations, les treize pays ont décidé d'attendre le mois de septembre afin de juger de l'évolution du marché. Si les cours internationaux restent au niveau actuel, voire se dégradent plus avant, l'ensemble du système mis en place par l'OPEP afin de stabiliser les cours autour de 18 dollars par baril risque en effet, d'être sérieusement mis à l'épreuve. Les prix officiels de l'Organisation sont actuellement supérieurs d'environ 1,5 dollar au cours du marché au jour le jour. Si tous les pays membres respectent la discipline, cette situation devrait entraîner rapidement une chute de leurs ventes, établissant ainsi l'équilibre entre l'offre et la demande. Mais si tel n'est pas le cas, l'ensemble du système risque de voler en éclats. La menace a été aggravée par un avertissement de la Norvège, second producteur européen, qui avait accepté au début de l'année de limiter sa production pour soutenir l'OPEP. « Le soutien de la Norvège est conjoncturel. Nous devons reconsidérer notre position depuis qu'il est apparu que certains membres de l'OPEP ne respectent pas leurs quotas de production », a déclaré le ministre norvégien de l'énergie, le mardi 26 août, ajoutant : « Les augmentations de production que nous observons actuellement ne peuvent pas durer très longtemps. »

FISCALITÉ

Le projet de budget pour 1988 Les cliniques privées seraient exonérées de TVA

Les cliniques privées pourraient être exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée à partir de l'année prochaine. C'est en tout cas ce qu'aurait indiqué M. Alain Juppé et M^{me} Michèle Barzach au représentant de l'hospitalisation privée. Afin de mettre en rapport le régime des établissements privés avec celui des hôpitaux publics, exemptés de TVA, et de favoriser un rapprochement avec la situation dans les autres pays de la CEE, le gouvernement proposera, dans le projet de loi de finances pour 1988, que les cliniques privées ne soient plus soumises à la TVA (actuellement au taux de 18,6 %). En revanche, elles paieront, comme les hôpitaux publics, la taxe sur les salaires.

Roche s'associe avec Sumitomo dans l'analyse médicale au Japon

Nippon Roche KK, société japonaise du groupe suisse Hoffmann-La Roche, qui occupe le quinzième rang mondial dans l'industrie des médicaments, vient de créer au Japon une « joint venture » dans le secteur des diagnostics médicaux avec les entreprises nipponnes Sumitomo Chemical Co Ltd et Sumitomo Pharmaceutical Co Ltd. La nouvelle société, Medicom Co Ltd dispose d'un capital de 400 millions de yens (507 millions de francs), dont 50 % sont détenus par Nippon Roche, qui abritera ses laboratoires dans ses locaux situés à Kamakura, et 25 % par chacune des deux sociétés Sumitomo. Le chiffre d'affaires est estimé à 300 millions de yens en 1988 et devrait atteindre en 1991 un montant de 2 milliards de yens.

Duménil Labbé entre dans la Générale de Belgique

Duménil Labbé vient de prendre une participation de 3 % dans le capital de la Société générale de Belgique. Présidente coram et amice, cette entrée est destinée à renforcer l'actionnaire jusqu'alors très dispersé du groupe belge menacé d'OPA. L'établissement financier français participera donc au futur noyau dur en cours de constitution

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Moody's décote cinq banques japonaises Après Sumitomo et Mitsubishi, la société américaine de notation, Moody's Investor Service, a annoncé, mardi 25 août, qu'elle avait décidé de déclasser, après un examen de trois mois, quatre grandes banques japonaises. Il s'agit de la Bank of Tokyo, de Credit Bank of Japan, de Daiwa Bank et de Industrial Bank of Japan. Cette décision a été prise en raison de l'« effet dévalorisateur » qu'aurait sur ces banques les nouveaux risques liés aux transformations du système financier japonais, a expliqué l'influenceuse agence américaine dans un communiqué. Le cabinet d'experts a décidé de maintenir la notation de cinq autres banques japonaises.

Adidas se sépare de la société américaine Pony

La famille Dessel, propriétaire du fabricant allemand de chaussures Adidas, va prochainement revendre à la société de portefeuille Yarsel Investment Corp. de Taiwan la majorité qu'elle détenait depuis 1986 dans le capital du petit fabricant américain d'articles de sport Pony Inc., a annoncé, mardi 26 août, Adidas. Cet abandon d'une société qui totalisait plus de la moitié du chiffre d'affaires d'Adidas aux États-Unis (270 millions de dollars en 1986), apparaît comme le contrepoint des difficultés rencontrées depuis 1986 du fait de la hausse du dollar et de la concurrence de la société américano-britannique Reebok.

Cette cession dément le rumeur dont témoignait quelques semaines avant sa mort, en avril dernier, l'ancien patron d'Adidas, Horst Dessel, qui déclarait vouloir tripler son chiffre d'affaires aux États-Unis de manière à y occuper la première place sur le marché de l'article de sport en 1991.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Marchés financiers

PARIS, 26 août Expectative

La légère amélioration enregistrée lundi lors du premier jour du nouveau mois boursier aura été de courte durée. Dès mardi, le marché s'est redressé à peine (+ 0,08 %) malgré quelques éléments favorables comme la hausse de 0,8 % du PIB marchand au deuxième trimestre et la légère détente des taux à court terme observés lors de l'adjudication des bons du Trésor. Dès la séance du matin, la Bourse enregistrera une petite baisse. Les valeurs pétrolières reculeront à la suite de l'annonce de la baisse du prix du baril de pétrole. Les grandes valeurs étaient l'objet de prises de bénéfices. Toutefois, ces ventes bénéficiaires étaient facilement absorbées malgré une faible activité.

La séance officielle s'est également déroulée dans le calme, les investisseurs étant, pour beaucoup, dans l'expectative. Parmi les valeurs à la hausse on remarque OPFI Paribas, Fromageries Bel, Matra et Demart pendant que des titres comme Peugeot, Imetal, SEB et Ferrier atteignent leurs plus hauts niveaux de l'année. A l'inverse, parmi des repis sensibles figurent Géophysique, L'Air liquide, La Radiance, le Printemps et Fructovest.

Les professionnels se demandent à présent quand les Chargés se décideront à sortir de leur silence à propos de l'affaire Froustevic dont l'action a baissé de 2,3 %. Quelques-uns se demandent même si le groupe de M. Seydoux a vraiment plus de 25 % du capital.

Sur le MATIF, le marché consolide ses positions. On y note une certaine animation, mais les opérateurs ont du mal à mettre en place les interventions.

NEW-YORK, 26 août Record battu

Cela devient une habitude. Chaque fois que Wall Street recule un peu, c'est pour mieux prendre son élan et battre un nouveau record. Le même phénomène s'est produit au début de semaine, et mardi l'indice des industrielles s'est établi à la cote 2722,41 (+ 25,35 points), son plus haut niveau de tous les temps. Le bilan de la journée a été de bon augure quant à ce qui se passera sur 1 987 valeurs traitées, 1 008 ont progressé, alors que 579 baissaient et que 400 ne variaient pas.

La Bourse new-yorkaise a surtout réagi au raffermissement du dollar et du marché obligataire. Les professionnels font surtout état d'achats programés de la clientèle particulière. Selon eux, les institutions ne savent trop quelle attitude adopter, en raison des incertitudes que laissent planer tant les mouvements spéculatifs que la situation économique.

Les valeurs des manufactures de tabac se sont fortement redressées. Ce mouvement est lié à la décision de la Cour de justice fédérale d'annuler les accords de prix imposés par le Service des brevets de cigarettes à propos des rations de tabac, pour éviter les poursuites que les fabricants pourraient encourir. Une forte activité a rigé et 213,48 millions de titres ont changé de mains, contre 149,33 millions.

Table with columns: Valeurs, Cours du 24 août, Cours du 25 août. Lists various stocks like Alcan, Alcoa, Amstar, etc.

CHANGES

Dollar : 6,10 F ↑ Les avertissements lancés par M. Veener, délégué de la Maison Blanche pour le commerce international, sur les dangers d'une baisse du dollar ont provoqué, mercredi 26 août, un raffermissement de billet vert. La devise américaine a coté 6,1025 F contre 6,0855 F 1,8270 DM, contre 1,8205 DM. L'activité était calme de normale.

FRANCFORT 25 août 26 août Dollar (en DM) ... 1,828 1,828 TOKYO 25 août 26 août Dollar (en yen) ... 142,9 143

MARCHÉ MONÉTAIRE (cotes privées)

Paris (26 août) ... 73/8-77/16 New-York (25 août) ... 615/16

INDICES BOURSISERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986) 24 août 25 août Valeurs françaises ... 104 103,8 Valeurs étrangères ... 135,3 135,3 C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981) 24 août 25 août Indices général ... 415,5 416,9

NEW-YORK (indice Dow Jones)

24 août 25 août Industrielles ... 2697,81 2722,41

LONDRES (indice Financial Times)

24 août 25 août Industrielles ... 1 752,18 1 768,58 Mines d'or ... 416,58 424,29 Fonds d'Etat ... 85,55 85,29

TOKYO

25 août 26 août Nikkei Dow Jones ... 2544,39 2587,74 Indices général ... 2146,39 2159,41

MATIF

Table with columns: Cours, Échéances (Sept 87, Déc 87, Mars 88, Juin 88). Shows interest rate data.

LA VIE DE LA COTE

AUGMENTATION DU CAPITAL D'OLIDE-CABY LE 14 SEPTEMBRE. Une assemblée générale extraordinaire vient d'approuver les modalités d'augmentation de capital d'Olide-Caby, qui débutera le 14 septembre. Après réduction du nominal de 140 à 70 francs, le capital sera augmenté de 200 millions de francs par l'émission de deux actions nouvelles pour trois anciennes au prix unitaire de 180 F. Parallèlement débitera une émission d'OBSA (obligations à bons de souscription d'actions) d'un montant global de 250 millions de francs.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with columns: Cours du jour, Un mois, Deux mois, Six mois. Shows exchange rate data for SE-IL, Yen, DM, etc.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with columns: SE-IL, DM, F.R.(100), E.S., L.(100), F., F. (Imp.). Shows interest rate data for various currencies.

Ces cours sont pris sur le marché interbancaire des devises sous indiqués en fin de méthode par une grande banque de la place.

BOURSE DE PARIS

Large table with columns: Valeurs, Cours, Change, etc. Lists various stocks and their prices.

Comptant

Table with columns: Valeurs, Cours, Change, etc. Lists various stocks and their prices.

Actions

Table with columns: Valeurs, Cours, Change, etc. Lists various stocks and their prices.

Second marché

Table with columns: Valeurs, Cours, Change, etc. Lists various stocks and their prices.

Handwritten text in Arabic script: كتاب الاموال

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS 25 AOUT Cours relevés à 17 h 35

Main market table with columns for Valeurs, Comptant, and SICAV. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and various stock indices.

Comptant (collectif) SICAV (collectif) 25/8

Comptant and SICAV tables listing various securities, their prices, and market movements.

Second marché (collectif) Hors-cote

Second market table listing securities traded outside the main market.

Cote des changes Marché libre de l'or

Exchange rates and gold market table with columns for 'MARCHÉ OFFICIEL' and 'MARCHÉ LIBRE DE L'OR'.

MINTEL La gestion en direct de votre portefeuille personnel

